

MESSAGE N° 201 7 juin 2005
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi relatif aux subven-
tions pour les constructions d'écoles enfantines,
primaires et du cycle d'orientation

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi relatif aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation.

Ce message comprend les points suivants:

1. Etat de la situation
2. Principales modifications
3. Consultation
4. Incidences financières
5. Conséquence en personnel
6. Eurocompatibilité
7. Tableaux de synthèse
8. Commentaires par article
9. Conclusion

1. ÉTAT DE LA SITUATION

Actuellement, les subventions pour les constructions destinées aux écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation sont octroyées sur la base de la législation suivante:

- Loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire (constructions scolaires et écoles libres publiques; RSF 414.5) qui a été modifiée la dernière fois le 12 octobre 2004 lors de la suppression de la réduction linéaire,
- Loi du 23 mai 1985 sur l'école infantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire, RSF 411.0.1),
- Décret du 10 février 1976 relatif aux subventions pour la construction d'écoles primaires et enfantines (RSF 414.6) qui a été modifié la dernière fois le 12 octobre 2004 lors de la suppression de la réduction linéaire,
- Règlement du 10 novembre 1997 concernant les constructions destinées à l'enseignement primaire et secondaire (RSF 414.11).

Il a semblé utile, afin de mieux clarifier les procédures, de rassembler dans un même texte législatif toutes les dispositions régissant les constructions scolaires. Le subventionnement de ces dernières a subi de profondes modifications lors de l'introduction du principe du forfait qui avait été développé dans le cadre du premier train de mesures de la répartition des tâches entre l'Etat et les communes en 1995. Le législateur avait alors souhaité subventionner toutes les constructions sur la base de montants forfaitaires calculés en fonction d'un programme des locaux établi selon la clause du besoin et d'un coût au m² selon la nature des locaux.

Ce principe a pour avantage d'inciter la construction de bâtiments scolaires rationnels et économiques, le surcoût lié à des éléments non indispensables étant à la charge du maître de l'ouvrage.

En matière de subventions pour les constructions scolaires, il s'agit en effet d'assurer une égalité des chances pour tous les élèves du canton. Celle-ci s'exprime aussi par la mise à disposition d'un environnement adéquat, répondant aux exigences de la pédagogie. Cet objectif ne peut être atteint que par le biais de subventions incitatives.

Il convient de relever que, comme cela avait été le cas lors du premier train de mesures de la répartition des tâches, les communes conservent leurs compétences dans les choix à effectuer en matière de constructions d'écoles enfantines et primaires. Elles assument également la part la plus importante des dépenses engagées et, comme par le passé, l'Etat n'intervient donc qu'à titre subsidiaire.

Au niveau du cycle d'orientation (ci-après CO), la décision de construire, d'acquérir, de louer ou de transformer reste du ressort du Conseil d'Etat. Les communes concernées ou l'association des communes intéressées et la commission des constructions scolaires émettent leur préavis.

2. PRINCIPALES MODIFICATIONS

Le principe du forfait est conservé pour les nouvelles constructions. Toutefois, lorsque le forfait est supérieur aux coûts effectifs, c'est sur ces derniers que sera calculée la subvention.

Lors d'une transformation, la déduction pour les travaux d'entretien est maintenue. Toutefois, son calcul est modifié; il se monte désormais à 10 % du total des travaux justifiés de transformation. L'ancien système, qui consistait à déduire 10 000 francs par salle de classe mais au maximum 100 000 francs, a été supprimé.

Au niveau primaire, le principe de l'augmentation du taux de 6 % lorsque plusieurs communes réalisaient une salle de sport est supprimé. Le Conseil d'Etat constate que tous les secteurs de salles de sport ont pu bénéficier de ce pourcentage supplémentaire pour la construction de la première infrastructure. Dès lors, cette mesure incitative n'a plus sa raison d'être. Par contre, les projets en cours de construction, qui ont fait l'objet d'une promesse de subvention, conserveront cet avantage.

Les taux de subvention sont déterminés en fonction de l'indice de capacité financière issu de la classification des communes et non plus de la classe des communes. Ce changement et ces incidences sont expliqués de manière détaillée sous le point 3 «Consultation».

Au niveau du cycle d'orientation, le Conseil d'Etat a supprimé la disposition légale qui imposait à la commune siège de prendre à sa charge 50 % des dépenses d'investissement après versement de la participation financière cantonale. Ainsi, les communes et les associations de communes peuvent s'organiser librement.

Le principe du subventionnement des aménagements extérieurs, de l'acquisition initiale du mobilier et du matériel didactique est quelque peu modifié. L'introduction de standards pour les aménagements et les équipements permettra à l'Etat de fixer des normes applicables à l'ensemble des communes.

3. CONSULTATION

Un avant-projet de loi relatif aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du CO a été mis en consultation le 31 décembre 2003.

A la fin de la consultation, soit le 5 avril 2004, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (ci-après DICS) a enregistré le nombre de réponses suivant:

| Organes consultés | Nbre | Nbre réponses |
|---|------|---------------|
| Les communes | 182 | 94 |
| Les partis | 8 | 3 |
| Les services et institutions concernées | 12 | 6 |
| Le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille | 1 | 1 |
| L'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données | 1 | 1 |
| La Conférence des préfets | 1 | 1 |
| Le comité de l'Association des communes fribourgeoises | 1 | 1 |
| La Conférence des syndicats des chefs-lieux et des grandes communes | 1 | 1 |
| Les comités d'écoles du CO, parties francophone et alémanique | 14 | 4 |
| Taux de réponses 50.68 % | 221 | 112 |

Eléments approuvés

Si de nombreux organes consultés approuvent la clarification de la législation, certains estiment que ce projet doit être intégré dans la réflexion sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

Principaux éléments contestés et prise de position du Conseil d'Etat

Toutes les mesures qui concernent la diminution des subventions sont contestées par les communes. Il s'agit en particulier de la suppression de certains éléments subventionnés tels que le mobilier ou les aménagements extérieurs pour les CO. Au degré primaire, le subventionnement calculé en fonction de la classification et de la population des communes est également remis en question.

Le Conseil d'Etat a pris en compte certaines remarques et propose:

- des taux de subventionnement qui ne tiennent plus compte ni de la population légale ni de la classification de chaque commune. En effet, le critère de la population légale n'encourage pas les fusions de communes car, plus la population est élevée, plus le taux est faible. Le changement de classe engendre également

des écarts de subvention trop importants. La nouvelle échelle se base donc uniquement sur l'indice de capacité financière issu du calcul de la classification des communes.

Système actuel

| Population | Classe des communes | | | | | |
|------------------------|---------------------|----|-----|----|----|----|
| | I | II | III | IV | V | VI |
| 800 habitants | 6 | 9 | 14 | 20 | 28 | 36 |
| 801 – 1750 habitants | 5 | 8 | 13 | 18 | 25 | 33 |
| 1751 – 3500 habitants | 4 | 7 | 11 | 16 | 22 | 31 |
| plus de 3500 habitants | 3 | 6 | 9 | 14 | 20 | 28 |

Nouveau système

| Indice de capacité financière | Taux applicable | Indice de capacité financière | Taux applicable |
|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
| < 60 | 37 % | >110-120 | 9 % |
| >60-65 | 34 % | >120-130 | 8 % |
| >65-70 | 31 % | >130-140 | 7 % |
| >70-75 | 28 % | >140-150 | 6 % |
| >75-80 | 25 % | >150-160 | 5 % |
| >80-85 | 22 % | >160-170 | 4 % |
| >85-90 | 19 % | >170-180 | 3 % |
| >90-95 | 16 % | >180-190 | 2 % |
| >95-100 | 13 % | >190 | 1 % |
| >100-110 | 10 % | | |

- de maintenir la limite inférieure de l'attribution d'une subvention à 15 000 francs.
- de maintenir au niveau du CO, le subventionnement du mobilier et des aménagements extérieurs. Par contre, des standards d'équipement sont définis pour les aménagements extérieurs, le mobilier et le matériel didactique.

4. INCIDENCES FINANCIÈRES

En ce qui concerne les taux de subvention pour les écoles enfantines et primaires, les différences entre l'ancien et le nouveau mode de calcul, basées sur l'ACE du Conseil d'Etat N° 936 du 31 août 2004 «Ordonnance relative à la classification des communes pour les années 2005 et 2006», sont les suivantes:

District de la Sarine

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|---------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|---------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Arconciel | 658 | 110.02 | 3 | 14 % | 9 % | Hauterive | 1711 | 87.98 | 5 | 25 % | 19 % |
| Autafond | 79 | 69.67 | 6 | 36 % | 31 % | La Brillaz | 1352 | 94.44 | 4 | 18 % | 16 % |
| Autigny | 625 | 83.86 | 5 | 28 % | 22 % | La Sonnaz | 859 | 91.85 | 4 | 18 % | 16 % |
| Avry | 1430 | 115.89 | 3 | 13 % | 9 % | Le Glèbe | 967 | 80.81 | 5 | 25 % | 22 % |
| Belfaux | 2244 | 106.77 | 3 | 11 % | 10 % | Le Mouret | 2724 | 89.92 | 4 | 16 % | 19 % |
| Chénens | 588 | 80.70 | 5 | 28 % | 22 % | Marly | 7185 | 119.34 | 3 | 9 % | 9 % |
| Chésopelloz | 110 | 209.82 | 1 | 6 % | 1 % | Matran | 1319 | 103.83 | 3 | 13 % | 10 % |
| Corminboeuf | 1704 | 121.22 | 2 | 8 % | 8 % | Neyruz | 1805 | 104.22 | 3 | 11 % | 10 % |
| Corpataux-Magnedens | 893 | 89.07 | 5 | 25 % | 19 % | Noréaz | 484 | 91.31 | 4 | 20 % | 16 % |
| Corserey | 284 | 77.85 | 6 | 36 % | 25 % | Pierrafortscha | 144 | 145.33 | 2 | 9 % | 6 % |
| Cottens | 926 | 92.32 | 4 | 18 % | 16 % | Ponthaux | 526 | 81.44 | 5 | 28 % | 22 % |
| Ependes | 1054 | 94.87 | 4 | 18 % | 16 % | Prez-vers-Noréaz | 846 | 85.64 | 5 | 25 % | 19 % |
| Farvagny | 1835 | 85.24 | 5 | 22 % | 19 % | Rossens | 1195 | 98.13 | 4 | 18 % | 13 % |
| Ferpicloz | 218 | 236.74 | 1 | 6 % | 1 % | Senèdes | 119 | 94.45 | 4 | 20 % | 16 % |
| Fribourg | 32849 | 138.93 | 2 | 6 % | 7 % | Treyvaux | 1358 | 74.77 | 6 | 33 % | 28 % |
| Givisiez | 2215 | 139.04 | 2 | 7 % | 7 % | Villarsel-sur-Marly | 75 | 96.87 | 4 | 20 % | 13 % |
| Granges-Paccot | 2134 | 175.87 | 1 | 4 % | 3 % | Villars-sur-Glâne | 9318 | 171.13 | 1 | 3 % | 3 % |
| Grolley | 1544 | 89.81 | 4 | 18 % | 19 % | Vuisternens-en-Ogoz | 767 | 78.86 | 6 | 36 % | 25 % |

District de la Singine

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|-------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Alterswil | 1895 | 86.13 | 5 | 22 % | 19 % | Schmittlen | 3379 | 119.89 | 3 | 11 % | 9 % |
| Bösingen | 3140 | 94.97 | 4 | 16 % | 16 % | St. Antoni | 1919 | 85.75 | 5 | 22 % | 19 % |
| Brünisried | 557 | 81.88 | 5 | 28 % | 22 % | St. Silvester | 957 | 77.74 | 6 | 33 % | 25 % |
| Düdingen | 6970 | 102.33 | 3 | 9 % | 10 % | St. Ursen | 1223 | 80.43 | 5 | 25 % | 22 % |
| Giffers | 1377 | 88.99 | 5 | 25 % | 19 % | Tafers | 2538 | 101.03 | 3 | 11 % | 10 % |
| Heitenried | 1144 | 79.93 | 5 | 25 % | 25 % | Tentlingen | 1166 | 99.00 | 4 | 18 % | 13 % |
| Oberschrot | 1052 | 76.10 | 6 | 33 % | 25 % | Ueberstorf | 2176 | 97.38 | 4 | 16 % | 13 % |
| Plaffeien | 1918 | 77.04 | 6 | 31 % | 25 % | Wünnewil-Flamatt | 5057 | 93.68 | 4 | 14 % | 16 % |
| Plasselb | 1002 | 80.82 | 5 | 25 % | 22 % | Zumholz | 450 | 74.28 | 6 | 36 % | 28 % |
| Rechthalten | 1049 | 89.54 | 4 | 18 % | 19 % | | | | | | |

District de la Gruyère

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|----------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Bas-Intyamon | 997 | 79.25 | 6 | 33 % | 25 % | La Roche | 1298 | 98.22 | 4 | 18 % | 13 % |
| Botterens | 325 | 87.74 | 5 | 28 % | 19 % | La Tour-de-Trême | 3467 | 92.20 | 4 | 14 % | 16 % |
| Broc | 2101 | 92.57 | 4 | 16 % | 16 % | Le Pâquier | 974 | 84.26 | 5 | 25 % | 22 % |
| Bulle | 11888 | 118.04 | 3 | 9 % | 9 % | Marsens | 1314 | 84.00 | 5 | 25 % | 22 % |
| Cerniat | 356 | 70.99 | 6 | 36 % | 28 % | Morlon | 565 | 94.75 | 4 | 20 % | 16 % |
| Charmey | 1640 | 83.28 | 5 | 25 % | 22 % | Pont-en-Ogoz | 1463 | 85.91 | 5 | 25 % | 19 % |
| Châtel-s/Montsalvens | 208 | 93.42 | 4 | 20 % | 16 % | Pont-la-Ville | 504 | 86.87 | 5 | 28 % | 19 % |
| Corbières | 374 | 91.75 | 4 | 20 % | 16 % | Riaz | 1822 | 91.69 | 4 | 16 % | 16 % |
| Crésuz | 275 | 126.94 | 2 | 9 % | 8 % | Sâles | 1276 | 80.51 | 5 | 25 % | 22 % |
| Echarlens | 576 | 93.85 | 4 | 20 % | 16 % | Sorens | 801 | 81.44 | 5 | 25 % | 22 % |
| Grandvillard | 632 | 75.90 | 6 | 36 % | 25 % | Vaulruz | 894 | 79.00 | 6 | 33 % | 25 % |
| Gruyères | 1545 | 89.44 | 4 | 18 % | 19 % | Villarbeney | 116 | 83.93 | 5 | 28 % | 22 % |
| Hauteville | 506 | 81.61 | 5 | 28 % | 22 % | Villarvolard | 241 | 84.02 | 5 | 28 % | 22 % |
| Haut-Intyamon | 1418 | 75.21 | 6 | 33 % | 25 % | Vuadens | 1716 | 85.85 | 5 | 25 % | 19 % |
| Jaun | 709 | 66.24 | 6 | 36 % | 31 % | | | | | | |

District du Lac

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|-------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Agriswil | 138 | 81.01 | 5 | 28 % | 22 % | Kerzers | 4181 | 95.17 | 4 | 14 % | 13 % |
| Barberêche | 563 | 98.07 | 4 | 20 % | 13 % | Kleinbösingén | 558 | 100.23 | 3 | 14 % | 10 % |
| Büchslen | 162 | 103.54 | 3 | 14 % | 10 % | Lurtigen | 186 | 83.52 | 5 | 28 % | 22 % |
| Cordast | 785 | 90.12 | 4 | 20 % | 16 % | Merlach / Meyriez | 587 | 130.92 | 2 | 9 % | 7 % |
| Courgevaux | 1045 | 99.87 | 4 | 18 % | 13 % | Misery-Courtion | 1250 | 77.56 | 6 | 33 % | 25 % |
| Courlevon | 273 | 96.99 | 4 | 20 % | 13 % | Muntelier | 721 | 157.82 | 2 | 9 % | 5 % |
| Courtepin | 2821 | 92.40 | 4 | 16 % | 16 % | Murten / Morat | 5618 | 116.40 | 3 | 9 % | 9 % |
| Cressier | 759 | 124.90 | 2 | 9 % | 8 % | Ried bei Kerzers | 677 | 94.29 | 4 | 20 % | 16 % |
| Fräschels | 502 | 88.59 | 5 | 28 % | 19 % | Salvenach | 455 | 83.35 | 5 | 28 % | 22 % |
| Galmiz | 579 | 88.59 | 5 | 28 % | 19 % | Ulmiz | 362 | 82.93 | 5 | 28 % | 22 % |
| Gempenach | 294 | 99.19 | 4 | 20 % | 13 % | Villarepos | 505 | 89.70 | 4 | 20 % | 19 % |
| Greng | 167 | 233.41 | 1 | 6 % | 1 % | Bas-Vully | 1729 | 109.09 | 3 | 13 % | 10 % |
| Gurmels | 2681 | 85.16 | 5 | 22 % | 19 % | Haut-Vully | 1171 | 132.71 | 2 | 8 % | 7 % |
| Jeuss | 413 | 85.90 | 5 | 28 % | 19 % | Wallenried | 392 | 89.22 | 4 | 20 % | 19 % |

District de la Glâne

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|-----------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|-----------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Auboranges | 224 | 75.17 | 6 | 36 % | 25 % | Montet | 206 | 83.43 | 5 | 28 % | 22 % |
| Billens-Hennens | 599 | 79.40 | 6 | 36 % | 25 % | Romont | 4008 | 115.39 | 3 | 9 % | 9 % |
| Chapelle | 205 | 90.92 | 4 | 20 % | 16 % | Rue | 1036 | 78.05 | 6 | 33 % | 25 % |
| Le Châtelard | 346 | 63.16 | 6 | 36 % | 34 % | Siviriez | 1885 | 73.00 | 6 | 31 % | 28 % |
| Châtonnaye | 581 | 74.79 | 6 | 36 % | 28 % | Ursy | 1536 | 82.09 | 5 | 25 % | 22 % |
| Ecublens | 256 | 77.39 | 6 | 36 % | 25 % | Villaz-Saint-Pierre | 921 | 86.76 | 5 | 25 % | 19 % |
| Esmonts | 167 | 78.26 | 6 | 36 % | 25 % | Vuarmarens | 356 | 75.16 | 6 | 36 % | 25 % |
| Grangettes | 157 | 67.56 | 6 | 36 % | 31 % | Vuisternens-dt-Romont | 1845 | 73.72 | 6 | 31 % | 28 % |
| La Folliaz | 863 | 77.10 | 6 | 33 % | 25 % | Villorsonnens | 1132 | 73.95 | 6 | 33 % | 28 % |
| Massonnens | 411 | 72.33 | 6 | 36 % | 28 % | Torny | 707 | 84.00 | 5 | 28 % | 22 % |
| Mézières | 947 | 76.99 | 6 | 33 % | 25 % | | | | | | |

District de la Broye

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Autavaux | 208 | 80.18 | 5 | 28 % | 22 % | Ménières | 279 | 83.15 | 5 | 28 % | 22 % |
| Bollion | 127 | 91.16 | 4 | 20 % | 16 % | Montagny | 1885 | 80.01 | 5 | 22 % | 22 % |
| Bussy | 272 | 80.52 | 5 | 28 % | 22 % | Montbrelloz | 288 | 76.61 | 6 | 36 % | 25 % |
| Châbles | 537 | 86.86 | 5 | 28 % | 19 % | Morens | 136 | 77.04 | 6 | 36 % | 25 % |
| Châtillon | 283 | 94.82 | 4 | 20 % | 16 % | Murist | 440 | 72.23 | 6 | 36 % | 28 % |
| Cheiry | 343 | 67.80 | 6 | 36 % | 31 % | Nuvilly | 314 | 77.09 | 6 | 36 % | 25 % |
| Cheyres | 813 | 97.84 | 4 | 18 % | 13 % | Prévondavaux | 61 | 82.22 | 5 | 28 % | 22 % |
| Cugy | 1173 | 92.25 | 4 | 18 % | 16 % | Rueyres-les-Prés | 250 | 88.79 | 5 | 28 % | 19 % |
| Delley-Portalban | 750 | 99.02 | 4 | 20 % | 13 % | Russy | 203 | 73.81 | 6 | 36 % | 28 % |
| Domdidier | 2264 | 94.87 | 4 | 16 % | 16 % | Saint-Aubin | 1300 | 88.77 | 5 | 25 % | 19 % |
| Dompierre | 622 | 80.73 | 5 | 28 % | 22 % | Seiry | 208 | 74.78 | 6 | 36 % | 28 % |
| Estavayer-le-Lac | 4460 | 101.04 | 3 | 9 % | 10 % | Sévaz | 180 | 87.75 | 5 | 28 % | 19 % |
| Fétigny | 667 | 81.17 | 5 | 28 % | 22 % | Surpierre | 307 | 74.77 | 6 | 36 % | 28 % |
| Font | 276 | 101.42 | 3 | 14 % | 10 % | Vallon | 289 | 71.62 | 6 | 36 % | 28 % |
| Forel | 363 | 77.99 | 6 | 36 % | 25 % | Villeneuve | 266 | 72.89 | 6 | 36 % | 28 % |
| Gletterens | 611 | 92.98 | 4 | 20 % | 16 % | Vuissens | 171 | 64.42 | 6 | 36 % | 34 % |
| Léchelles | 539 | 87.23 | 5 | 28 % | 19 % | Les Montets | 1081 | 84.06 | 5 | 25 % | 22 % |
| Lully | 373 | 88.74 | 5 | 28 % | 19 % | | | | | | |

District de la Veveyse

| Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode | Commune | population légale | indice total | classe | ancien | nouveau mode |
|--------------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|--------------|-------------------|--------------|--------|--------|--------------|
| Attalens | 2336 | 93.76 | 4 | 16 % | 16 % | Saint-Martin | 867 | 75.11 | 6 | 33 % | 25 % |
| Bossonnens | 1087 | 85.27 | 5 | 25 % | 19 % | Semsaies | 1019 | 78.79 | 6 | 33 % | 25 % |
| Châtel-Saint-Denis | 4696 | 108.34 | 3 | 9 % | 10 % | Le Flon | 872 | 72.39 | 6 | 33 % | 28 % |
| Granges | 647 | 102.61 | 3 | 14 % | 10 % | La Verrerie | 940 | 72.46 | 6 | 33 % | 28 % |
| Remaufens | 777 | 85.78 | 5 | 28 % | 19 % | | | | | | |

Les incidences financières du nouveau système de subventionnement sont difficilement quantifiables avec précision.

Trois décomptes de constructions récentes permettent toutefois de comparer les conséquences du changement de loi pour l'Etat:

Construction du CO de Morat:

– Mobilier et matériel didactique:

| | Ancienne loi | Nouvelle loi (standard de qualité et de quantité pour le mobilier et le matériel didactique) |
|----------------------------|---------------------|---|
| Décompte final | 4 439 764.80 francs | |
| Montant subventionnable | 2 194 131.75 francs | 1 971 111 francs |
| Subvention | 987 359 francs | 887 000 francs |
| Réduction de la subvention | | 100 000 francs |

– Aménagements extérieurs:

| | Ancienne loi | Nouvelle loi (subventionnement de la cour récréation, de la place sèche et de la piste d'athlétisme) |
|----------------------------|---------------------|---|
| Décompte final | 4 568 466.20 francs | |
| Montant subventionnable | 3 460 300 francs | 950 000 francs |
| Subvention | 1 557 135 francs | 427 500 francs |
| Réduction de la subvention | | 1 129 635 francs |

Construction de l'école primaire de la Léchère à Bulle:

| | Ancienne loi | Nouvelle loi (taux selon indice de capacité financière) |
|--|---|--|
| Montant subventionnable | 8 189 509.80 francs | |
| Taux de subvention | 6.3 % (y compris réduction linéaire) jusqu'à 2 000 000 francs | 8 % jusqu'à 2 000 000 francs |
| Base de calcul: classe 2, indice de capacité financière 123.24 | 3.15 % (y compris réduction linéaire) pour le solde | 4 % pour le solde |
| Subvention | 320 969.55 francs | 407 580.40 francs |
| Augmentation de la subvention à la charge de l'Etat | | 86 610.85 francs |

Construction de la salle de sport de Villaz-St-Pierre:

| | Ancienne loi | Nouvelle loi (suppression des 6 % supplémentaire et taux selon indice de capacité financière) |
|----------------------------|--|--|
| Décompte final | 5 272 680.60 francs | |
| Montant subventionnable | 1 963 015.20 francs | 1 963 015.20 francs |
| Taux de subvention | 35.01 % (y compris réduction linéaire) | 23.48 % |
| Subvention | 687 251 francs | 460 916 francs |
| Réduction de la subvention | | 226 335 francs |

S'agissant de la planification des réalisations, l'enquête effectuée par la DICS auprès des communes et des associations de communes laisse prévoir une diminution du nombre de projets d'écoles enfantines et primaires.

Au niveau du CO, deux nouveaux projets sont planifiés: l'agrandissement du CO de la Broye ainsi que la construction d'une salle de sport pour le CO de la Veveyse. La transformation et l'agrandissement des CO de Plaffeien et Kerzers ainsi que la construction d'un nouveau CO alémanique pour la ville de Fribourg sont en discussion.

Ces éléments ont permis d'établir un comparatif des paiements de subventions:

| | Ecole infantine – primaire Paiements (francs) | Cycle d'orientation Paiements (francs) |
|------|--|---|
| 2000 | 3 390 271 | 2000 6 999 987 |
| 2001 | 3 287 797 | 2001 6 800 080 |
| 2002 | 3 300 000 | 2002 9 500 000 |
| 2003 | 3 300 000 | 2003 12 000 000 |
| 2004 | 3 300 000 | 2004 6 500 000 |
| | | 2004 5 000 000 (provision) |

| | Budget (francs) | Budget (francs) | |
|-------------------------|-----------------|-------------------------|--|
| 2005 | 2 700 000 | 2005 7 000 000 | |
| Plan financier (francs) | | Plan financier (francs) | |
| 2006 | 2 250 000 | 2006 7 000 000 | |
| 2007 | 1 980 000 | 2007 7 000 000 | |
| 2008 | 1 890 000 | 2008 7 000 000 | |

5. CONSÉQUENCE EN PERSONNEL

Le projet n'a aucune conséquence au niveau du personnel.

6. EUROCOMPATIBILITÉ

Le projet de loi relatif aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orienta-

tion ne rencontre aucune incompatibilité avec le droit européen.

7. TABLEAUX DE SYNTHÈSE

Anciens et nouveaux principes de subventionnement

| Ecoles enfantines et primaires | situation actuelle | situation selon projet de loi |
|---|---|---|
| Acquisition de terrain | pas de subvention | pas de subvention |
| Aménagements extérieurs | pas de subvention | pas de subvention |
| Acquisition de mobilier | pas de subvention | pas de subvention |
| Acquisition de matériel didactique | pas de subvention | pas de subvention |
| Dépenses d'entretien de bâtiment | pas de subvention | pas de subvention |
| Construction d'une salle de sport | principe du forfait | principe du forfait |
| Travaux de transformations et entretien salle de sport | pas de subvention | pas de subvention |
| Salle de sport construction réalisée par plusieurs communes | 6 % supplémentaires | plus de subvention |
| Constructions nouvelles | principe du forfait | coûts effectifs mais au maximum du forfait |
| Transformations | coûts effectifs mais au max. du forfait | coûts effectifs mais au maximum du forfait |
| Déductions pour entretien | 10 000 francs/salle de classe mais au max. 100 000 francs | 10 % du total des travaux justifiés de transformation |
| Achat de pavillons | coûts effectifs | coûts effectifs |
| Location de pavillons | loyer (sans les charges) mais au max. du forfait | loyer (sans les charges) mais au maximum du forfait |
| Transformations et constructions (montant de la subvention < 15 000 francs) | subvention | plus de subvention |

| Ecoles du cycle d'orientation | situation actuelle | situation selon projet de loi |
|--|---|--|
| Acquisition de terrain | pas de subvention | pas de subvention |
| Aménagements extérieurs | subvention selon les coûts effectifs | subvention pour la cour de récréation, une place sèche et une piste d'athlétisme de 100 mètres |
| Acquisition initiale de mobilier | subvention selon des coûts effectifs | standards de qualité et de quantité et subvention selon les coûts effectifs |
| Acquisition initiale de matériel didactique | subvention selon les coûts effectifs | standards de qualité et de quantité et subvention selon les coûts effectifs |
| Dépenses d'entretien de bâtiment | pas de subvention | pas de subvention |
| Construction d'une salle de sport | principe du forfait | principe du forfait |
| Travaux de transformations et entretien salle de sport | pas de subvention | pas de subvention |
| Constructions nouvelles | principe du forfait | Coûts effectifs mais au maximum du forfait |
| Transformations | coûts effectifs mais au max. du forfait | coûts effectifs mais au maximum du forfait |
| Déductions pour entretien | 10 000 francs/salle de classe mais au max. 100 000 francs | 10 % du total des travaux justifiés de transformation |
| Achat de pavillons | coûts effectifs | coûts effectifs |
| Location de pavillons | loyer (sans les charges) mais au max. du forfait | loyer (sans les charges) mais au max. du forfait |
| Transformations et constructions (montant de la subvention < 15000 francs) | subvention | plus de subvention |

8. COMMENTAIRES PAR ARTICLE

CHAPITRE PREMIER: Dispositions générales

Art. 1 et 2

Ils rappellent les principes du subventionnement et les constructions scolaires soumises à la présente loi.

Art. 3

Il précise les dépenses subventionnables soit, celles de construction, d'agrandissement et de transformation, les frais résultant de l'achat et de la location de pavillons provisoires ainsi que l'acquisition initiale du mobilier et du matériel didactique. Il est à noter que les aménagements extérieurs qui peuvent être subventionnés pour le CO, sont considérés comme infrastructures.

Les dépenses ne donnant pas droit à une subvention sont également mentionnées de manière explicite soit, l'acquisition de terrain, la construction de locaux qui ne sont pas destinés à un usage scolaire ou ceux qui sont subventionnés à d'autres titres, les dépenses d'entretien des bâtiments et de remplacement du mobilier et du matériel didactique, les taxes, les émoluments, les frais secondaires et les intérêts intercalaires.

Art. 4

Les bénéficiaires peuvent être les communes ou les associations de communes pour des constructions ou transformations des écoles enfantines, primaires et du CO. La loi octroie un véritable droit aux subventions, sous réserve que les bénéficiaires respectent les conditions d'octroi.

CHAPITRE 2: Organisation

Art. 5 à 7

Ils définissent les compétences du Conseil d'Etat, de la DICS et de la Commission des constructions scolaires. Les compétences prévues ne sont pas modifiées par rapport à celles qui sont exercées actuellement.

CHAPITRE 3: Conditions d'octroi de la subvention

Art. 8

Les communes ou associations de communes qui souhaitent construire ou transformer une école enfantine ou primaire peuvent bénéficier d'une subvention si la clause du besoin est remplie, c'est-à-dire si une augmentation des effectifs est démontrée par les données statistiques relatives aux enfants nés, mais également pour des besoins d'ordre pédagogique tels que regroupement dans un même complexe de salles de classe afin de favoriser des projets d'école.

Pour les écoles du CO, toutes les associations de communes ont droit à une subvention si la clause du besoin au niveau des effectifs et des salles spéciales est reconnue par le Conseil d'Etat.

Art. 9

La construction d'une salle de sport peut être subventionnée si elle répond à un besoin selon le plan cantonal des salles de sport. Le Conseil d'Etat actualise ce plan sur la base de l'évolution des secteurs de salles de sport, définis en fonction du nombre de classes, du redécoupage des cercles scolaires et des fusions de communes.

Art. 10

Une subvention n'est octroyée que si le requérant respecte la législation sur les marchés publics, les dispositions légales en matière de construction et la législation sur les communes. Le respect de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) a été introduit car les investissements et l'endettement qui en découle doivent être soumis à l'organe législatif des communes ou des associations de communes, puis être autorisée par le Service des communes.

CHAPITRE 4: Calcul des subventions

Art. 11

Pour les constructions nouvelles ou pour les agrandissements, le subventionnement selon le principe du forfait est maintenu. Le décompte final est analysé et, si les coûts de construction sont inférieurs au forfait, c'est sur ces derniers que la subvention définitive est calculée.

Les transformations sont subventionnées selon les coûts effectifs mais au maximum du forfait.

La subvention pour le mobilier et le matériel didactique est calculée sur les coûts effectifs. Pour assurer le principe d'égalité et éviter la surenchère au niveau des équipements, des standards seront définis par la DICS. Un premier document allant dans ce sens vient d'être élaboré en collaboration avec le centre FRITIC, relatif au subventionnement des équipements informatiques.

Seules les cours de récréation, places sèches et piste d'athlétisme de 100 mètres sont considérées comme aménagements extérieurs subventionnables. Par contre, les places de parc et autres aménagements extérieurs tels que biotope, cheminements piétonniers, etc., ne sont plus subventionnés.

Les forfaits ne sont plus adaptés en fonction de l'évolution de l'indice zurichois des coûts de la construction mais en fonction de l'indice du coût de la construction du Mittelland. Cet indice a pour avantage d'être beaucoup plus représentatif de l'évolution des coûts de la construction dans la région.

L'Etat ne verse plus de subvention d'un montant inférieur à 15 000 francs, exception faite pour les locations.

Art. 12

Pour les écoles enfantines et primaires, les taux de subventionnement sont dégressifs en fonction de l'indice de capacité financière des communes, ce qui évite des différences importantes d'une période à l'autre. Le critère population est aussi abandonné car il perd de son importance avec les fusions de communes.

Lorsque plusieurs communes ou une association de communes financent une construction, le taux déterminant pour le calcul de la subvention accordée à chaque commune est obtenu en multipliant le taux prévu selon l'indice de capacité financière par le nombre d'habitants de la commune concernée et en divisant la somme ainsi obtenue par le nombre total des habitants des communes intéressées.

Dans le cadre de la législation actuelle, une déduction de 10 000 francs par salle de classe transformée est appliquée, jusqu'à concurrence de 100 000 francs. La nouvelle loi propose une déduction de 10 % sur le total des travaux reconnus de transformation.

Art. 13

Pour les écoles du CO, le taux de subventionnement s'élève à 45 % conformément à la décision du Grand Conseil du 12 octobre 2004.

CHAPITRE 5: Procédure

Art. 14

La procédure concernant la demande préalable n'est pas modifiée.

Art. 15

Le programme des locaux, approuvé par la DICS, est établi en fonction de l'évolution des effectifs ainsi que par des considérations d'ordre pédagogique. En effet, les nouvelles méthodes d'enseignement privilégient les projets d'écoles, ce qui a pour conséquence de favoriser l'aménagement des salles de classe sur un seul site.

Art. 16

Le Conseil d'Etat approuve le projet et arrête le montant provisoire de la subvention. Auparavant, cette promesse était de la compétence de la DICS.

Art. 17

Les procédures de décision de construction ne sont pas modifiées. Pour les constructions d'écoles enfantines et primaires, la décision est prise par la ou les communes intéressées ou, le cas échéant, par l'association des communes intéressées.

Au niveau du CO, la décision est prise par le Conseil d'Etat sur le préavis de la ou des communes concernées ou de l'association des communes intéressées et de la Commission des constructions scolaires.

Art. 18

Le montant définitif de la subvention est calculé sur la base du décompte final.

Lorsqu'il s'agit d'une construction dont la subvention est calculée sur la base du forfait, le contrôle est simplifié et consiste à vérifier que le montant des travaux subventionnables soit égal ou supérieur au forfait. Par contre, lorsqu'il s'agit d'une transformation, toutes les factures doivent être analysées et les éléments qui concernent l'entretien sont déduits du montant subventionnable.

Art. 19

Contrairement à la procédure actuelle, le taux de subventionnement sera déterminé par le Conseil d'Etat au moment de l'acceptation du projet définitif (art.16) en fonction de l'indice du coût de construction du Mittelland et de l'indice de capacité financière de la commune ou, pour une association de communes, de l'indice de capacité financière de chaque commune, pondéré par sa population.

Art. 20 à 22

Ces principes sont déjà appliqués et correspondent aux exigences de la loi sur les subventions.

Art. 23

La statistique des effectifs scolaires permet à la DICS d'établir des prévisions à moyen terme. Dès lors, cette

disposition permet à l'Etat d'astreindre une commune ou une association de communes à un remboursement de la subvention si les locaux ne sont plus utilisés pour un usage scolaire. La somme remboursable équivaut à la subvention réduite de 5 % par année complète d'utilisation de la construction et de 10 % par année complète d'utilisation des pavillons scolaires provisoires.

Art. 24

Il mentionne les voies de droit.

CHAPITRE 6: Dispositions transitoires et finales

Art. 25

Les dispositions transitoires qui sont prévues sont les mêmes que celles qui avaient été appliquées lors de l'introduction du principe du forfait.

Art. 26

Actuellement, les dispositions relatives au subventionnement des constructions scolaires, contenues dans la loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire [constructions scolaires], s'appliquent aux écoles libres publiques dispensant un enseignement selon une mission pédagogique conférée par l'Etat. De façon à permettre le maintien de cette prérogative, et en raison de l'abrogation de la loi précitée (cf. art. 27 du projet de loi), il convient de modifier la loi du 8 mai 2003 sur les écoles libres publiques (RSF 411.4.1) en son article 6 et de préciser que la législation concernant le subventionnement des constructions scolaires s'applique aux constructions et transformations des bâtiments des écoles libres publiques enseignantes. Il s'agit des Ecoles libres publiques (ELP) de Fribourg et de Courtepin. Le projet de loi ne modifie pas le principe de répartition des frais entre les communes, tel qu'inscrit dans la loi sur les écoles libres publiques; il permet de poser le principe du subventionnement par l'Etat des éventuelles constructions scolaires des ELP et permet l'application des règles prévues dans le projet de loi (notamment celle relative à la détermination du taux de subventionnement) ainsi que dans la future réglementation d'exécution à ces écoles.

Art. 27

Il mentionne l'abrogation du décret et de la loi soit:

- le décret du 10 février 1976 relatif aux subventions pour la construction d'écoles primaires et enfantines,
- la loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire (constructions scolaires et écoles libres publiques).

Art. 28

Il spécifie l'entrée en vigueur de la présente loi.

9. CONCLUSION

Le Conseil d'Etat estime qu'une clarification des procédures est nécessaire dans le domaine des constructions scolaires. Pour les écoles enfantines et primaires, l'introduction de nouveaux taux de subvention, fondés sur l'indice de capacité financière, élimine les écarts parfois importants, dus à un changement de classification, entre la promesse de subvention et la décision finale. La définition claire de standards pour les équipements, en particu-

lier pour les écoles du CO, permet également de déterminer les éléments nécessaires au bon fonctionnement des écoles.

Le Conseil d'Etat vous invite à adopter ce projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 201

7. Juni 2005

des Staatsrates an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über Beiträge an Kindergarten-, Primar- und Orientierungsschulbauten

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Gesetzesentwurf über die Beiträge an Kindergarten-, Primar- und Orientierungsschulbauten vor.

Diese Botschaft enthält die folgenden Punkte:

1. Situation heute
2. Hauptsächliche Änderungen
3. Vernehmlassung
4. Finanzielle Auswirkungen
5. Personelle Auswirkungen
6. Eurokompatibilität
7. Übersichtstabellen
8. Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln
9. Schlussbemerkung

1. SITUATION HEUTE

Heute werden die Beiträge an die Kindergarten-, Primar- und Orientierungsschulbauten aufgrund der folgenden Gesetzgebung gewährt:

- Gesetz vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht (Schulbauten und freie öffentliche Schulen; SGF 414.5), zum letzten Mal geändert am 12. Oktober 2004, als die lineare Kürzung aufgehoben wurde,
- Gesetz vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz, SGF 411.0.1),
- Dekret vom 10. Februar 1976 über Beiträge an den Bau von Primarschulen und Kindergärten (SGF 414.6), zum letzten Mal geändert am 12. Oktober 2004, als die lineare Kürzung aufgehoben wurde,
- Reglement vom 10. November 1997 über die Primar- und Sekundarschulbauten (SGF 414.11).

Um mehr Klarheit in den Verfahren zu schaffen, erschien es nützlich, alle Bestimmungen über die Schulbauten in einem Gesetzestext zu versammeln. Die Beitragsleistung an Schulbauten wurde 1995 grundlegend geändert, als im Rahmen des ersten Massnahmenpakets der Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden das Pauschalprinzip eingeführt wurde. Der Gesetzgeber wollte damals sämtliche Bauten mit Pauschalbeträgen subventionieren. Dies anhand eines nach der Bedürfnisklausel erstellten Raumprogramms und mit m²-Kosten nach Art der Räume.

Dieses Prinzip hat den Vorteil, den rationellen und wirtschaftlichen Schulhausbau zu fördern; Mehrkosten für «Luxus» gehen zulasten der Bauherrschaft.

Die Beiträge an die Schulbauten sollen die Chancengleichheit für alle Schülerinnen und Schüler des Kantons gewährleisten, indem eine den pädagogischen Anforderungen entsprechende Umgebung zur Verfügung gestellt wird. Dies kann nur über Anreizsubventionen erreicht werden.

Es soll wie bereits beim ersten Massnahmenpaket daran erinnert werden, dass gemäss Aufgabenverteilung wie bisher die Gemeinden für Entscheide über Kindergarten- und Primarschulbauten zuständig sind. Sie übernehmen auch den grösseren Teil der Ausgaben, und wie bisher interveniert der Staat hier subsidiär.

Bei der Orientierungsschule (OS) ist weiterhin der Staatsrat für die Entscheide betreffend Bau, Erwerb, Miete oder Umbau zuständig. Die betroffenen Gemeinden oder der Verband der betroffenen Gemeinden und die Kommission für Schulbauten äussern sich dazu.

2. HAUPTSÄCHLICHE ÄNDERUNGEN

Das Pauschalprinzip bleibt bei den Neubauten beibehalten. Wenn der Pauschalbetrag jedoch mehr beträgt als die effektiven Kosten, wird der Beitrag auf der Grundlage der letzteren berechnet.

Bei einem Umbau wird der Abzug für die Unterhaltsarbeiten beibehalten. Die Berechnung ändert jedoch; er beträgt nunmehr 10 % des Totals aller berechtigten Umbauarbeiten. Das bisherige System, das darin bestand, pro Schulzimmer 10 000 Franken abzuziehen, bis höchstens 100 000 Franken, wird aufgehoben.

Bei der Primarschule wird der Grundsatz der Erhöhung des Satzes um 6 %, wenn mehrere Gemeinden eine Sporthalle bauen, aufgehoben. Der Staatsrat stellt fest, dass alle Turnhallen-Sektoren beim Bau der ersten Infrastruktur diesen zusätzlichen Prozentsatz erhalten haben. Somit hat diese Anreizmassnahme keine Daseinsberechtigung mehr. Für die im Bau befindlichen Projekte, die Gegenstand eines Beitragsversprechens waren, bleibt dieser Vorteil jedoch noch erhalten.

Die Beitragssätze werden je nach Finanzkraftindex festgelegt, der aus der Klassifikation der Gemeinden hervorgeht, und nicht mehr aufgrund der Gemeindeklasse. Diese Änderung und ihre Auswirkungen werden detailliert unter Punkt 3 «Vernehmlassung» erklärt.

Bei der Orientierungsschule hat der Staatsrat die gesetzliche Bestimmung aufgehoben, die der Sitzgemeinde auferlegte, nach Bezahlung der finanziellen Beteiligung des Kantons 50 % der Investitionskosten auf sich zu nehmen. Die Gemeinden und Gemeindeverbände können sich so frei organisieren.

Der Grundsatz der Beitragsleistung an die Umgebung, den Ersterwerb des Mobiliars und des Didaktikmaterials wird leicht geändert. Die Einführung von Standards bei den Einrichtungen und Ausrüstungen ermöglicht es dem Staat, auf alle Gemeinden anwendbare Normen festzulegen.

3. VERNEHMLASSUNG

Ein Gesetzes-Vorentwurf über die Beitragsleistung an Kindergarten-, Primar- und Orientierungsschulbauten

wurde am 31. Dezember 2003 in die Vernehmlassung gegeben.

Am Ende der Vernehmlassung, am 5. April 2004, hat die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) die folgende Anzahl Antworten registriert:

| Konsultierte Organe | Anzahl | Anz. Antworten |
|--|--------|----------------|
| Gemeinden | 182 | 94 |
| Parteien | 8 | 3 |
| Betroffene Ämter und Institutionen | 12 | 6 |
| Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen | 1 | 1 |
| Kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz | 1 | 1 |
| Konferenz der Oberamtmänner | 1 | 1 |
| Vorstand des Verbands freiburgischer Gemeinden | 1 | 1 |
| Konferenz der Ammänner der Hauptorte und der grossen Gemeinden | 1 | 1 |
| Schulvorstände der OS, französischsprachiger Kantonsteil und Deutschfreiburg | 14 | 4 |
| Antworten insgesamt 50.68 % | 221 | 112 |

Gutgeheissene Elemente

Zahlreiche konsultierte Organe sind dafür, dass die Gesetzgebung geklärt wird. Einige meinen allerdings, dieses Projekt müsse in die Überlegungen über die Aufgabenverteilung zwischen Staat und Gemeinden einbezogen werden.

Hauptsächlich angefochtene Elemente und Stellungnahme des Staatsrates

Alle Massnahmen, die mit einer Verkleinerung der Beiträge einhergehen, werden von den Gemeinden angefochten. Dies betrifft insbesondere die Beitragsstreichung an einige Elemente wie beispielsweise bei den OS das Mobiliar oder die Umgebung. Bei den Primarschulbauten wird die Berechnung anhand der Klassifikation und der Einwohnerzahl der Gemeinden in Frage gestellt.

Der Staatsrat hat mehrere Bemerkungen berücksichtigt und schlägt vor:

- Die Beitragssätze sollen sich weder nach der zivilrechtlichen Bevölkerung noch nach der Klassifikation der Gemeinde richten. Das Kriterium der zivilrechtlichen Bevölkerung ist den Gemeindefusionen nicht förderlich, weil der Satz mit zunehmender Einwohnerzahl abnimmt. Ein Klassenwechsel führt ebenfalls zu grossen Beitragsunterschieden. Die neue Skala basiert somit nur noch auf dem aus der Gemeindeklassifikation berechneten Finanzkraftindex.

Bisheriges System

| Bevölkerung | Klasse der Gemeinden | | | | | |
|-------------------------|----------------------|----|-----|----|----|----|
| | I | II | III | IV | V | VI |
| 800 Einwohner | 6 | 9 | 14 | 20 | 28 | 36 |
| 801 – 1750 Einwohner | 5 | 8 | 13 | 18 | 25 | 33 |
| 1751 – 3500 Einwohner | 4 | 7 | 11 | 16 | 22 | 31 |
| Mehr als 3500 Einwohner | 3 | 6 | 9 | 14 | 20 | 28 |

Neues System

| Finanzkraft-index | Anwendb. Satz | Finanzkraft-index | Anwendb. Satz |
|-------------------|---------------|-------------------|---------------|
| < 60 | 37 % | >110-120 | 9 % |
| >60-65 | 34 % | >120-130 | 8 % |
| >65-70 | 31 % | >130-140 | 7 % |
| >70-75 | 28 % | >140-150 | 6 % |
| >75-80 | 25 % | >150-160 | 5 % |
| >80-85 | 22 % | >160-170 | 4 % |
| >85-90 | 19 % | >170-180 | 3 % |
| >90-95 | 16 % | >180-190 | 2 % |
| >95-100 | 13 % | >190 | 1 % |
| >100-110 | 10 % | | |

- Die untere Grenze der Beitragsgewährung wird auf 15 000 Franken beibehalten.
- Bei der OS wird die Beitragsleistung an das Mobiliar und die Umgebung beibehalten. Bei der Umgebung, dem Mobiliar und dem Didaktikmaterial werden Ausstattungsstandards festgelegt.

4. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

Bei den Beitragssätzen sehen die Unterschiede zwischen dem bisherigen und dem neuen Berechnungsmodus auf der Basis des StRB Nr. 936 vom 31. August 2004 «Verordnung über die Klassifikation der Gemeinden für die Jahre 2005 und 2006» wie folgt aus:

Saanebezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|---------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|---------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Arconciel | 658 | 110.02 | 3 | 14 % | 9 % | Hauterive | 1711 | 87.98 | 5 | 25 % | 19 % |
| Autafond | 79 | 69.67 | 6 | 36 % | 31 % | La Brillaz | 1352 | 94.44 | 4 | 18 % | 16 % |
| Autigny | 625 | 83.86 | 5 | 28 % | 22 % | La Sonnaz | 859 | 91.85 | 4 | 18 % | 16 % |
| Avry | 1430 | 115.89 | 3 | 13 % | 9 % | Le Glèbe | 967 | 80.81 | 5 | 25 % | 22 % |
| Belfaux | 2244 | 106.77 | 3 | 11 % | 10 % | Le Mouret | 2724 | 89.92 | 4 | 16 % | 19 % |
| Chénens | 588 | 80.70 | 5 | 28 % | 22 % | Marly | 7185 | 119.34 | 3 | 9 % | 9 % |
| Chésopelloz | 110 | 209.82 | 1 | 6 % | 1 % | Matran | 1319 | 103.83 | 3 | 13 % | 10 % |
| Corminboeuf | 1704 | 121.22 | 2 | 8 % | 8 % | Neyruz | 1805 | 104.22 | 3 | 11 % | 10 % |
| Corpataux-Magnedens | 893 | 89.07 | 5 | 25 % | 19 % | Noréaz | 484 | 91.31 | 4 | 20 % | 16 % |
| Corserey | 284 | 77.85 | 6 | 36 % | 25 % | Pierrafortscha | 144 | 145.33 | 2 | 9 % | 6 % |
| Cottens | 926 | 92.32 | 4 | 18 % | 16 % | Ponthaux | 526 | 81.44 | 5 | 28 % | 22 % |
| Ependes | 1054 | 94.87 | 4 | 18 % | 16 % | Prez-vers-Noréaz | 846 | 85.64 | 5 | 25 % | 19 % |
| Farvagny | 1835 | 85.24 | 5 | 22 % | 19 % | Rossens | 1195 | 98.13 | 4 | 18 % | 13 % |
| Ferpicloz | 218 | 236.74 | 1 | 6 % | 1 % | Senèdes | 119 | 94.45 | 4 | 20 % | 16 % |
| Fribourg | 32849 | 138.93 | 2 | 6 % | 7 % | Treyvaux | 1358 | 74.77 | 6 | 33 % | 28 % |
| Givisiez | 2215 | 139.04 | 2 | 7 % | 7 % | Villarsel-sur-Marly | 75 | 96.87 | 4 | 20 % | 13 % |
| Granges-Paccot | 2134 | 175.87 | 1 | 4 % | 3 % | Villars-sur-Glâne | 9318 | 171.13 | 1 | 3 % | 3 % |
| Grolley | 1544 | 89.81 | 4 | 18 % | 19 % | Vuisternens-en-Ogoz | 767 | 78.86 | 6 | 36 % | 25 % |

Sensebezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|-------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Alterswil | 1895 | 86.13 | 5 | 22 % | 19 % | Schmitten | 3379 | 119.89 | 3 | 11 % | 9 % |
| Bösingen | 3140 | 94.97 | 4 | 16 % | 16 % | St. Antoni | 1919 | 85.75 | 5 | 22 % | 19 % |
| Brünisried | 557 | 81.88 | 5 | 28 % | 22 % | St. Silvester | 957 | 77.74 | 6 | 33 % | 25 % |
| Düdingen | 6970 | 102.33 | 3 | 9 % | 10 % | St. Ursen | 1223 | 80.43 | 5 | 25 % | 22 % |
| Giffers | 1377 | 88.99 | 5 | 25 % | 19 % | Tafers | 2538 | 101.03 | 3 | 11 % | 10 % |
| Heitenried | 1144 | 79.93 | 5 | 25 % | 25 % | Tentlingen | 1166 | 99.00 | 4 | 18 % | 13 % |
| Oberschrot | 1052 | 76.10 | 6 | 33 % | 25 % | Ueberstorf | 2176 | 97.38 | 4 | 16 % | 13 % |
| Plaffeien | 1918 | 77.04 | 6 | 31 % | 25 % | Wünnewil-Flamatt | 5057 | 93.68 | 4 | 14 % | 16 % |
| Plasselb | 1002 | 80.82 | 5 | 25 % | 22 % | Zumholz | 450 | 74.28 | 6 | 36 % | 28 % |
| Rechthalten | 1049 | 89.54 | 4 | 18 % | 19 % | | | | | | |

Greyerzbezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|----------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Bas-Intyamon | 997 | 79.25 | 6 | 33 % | 25 % | La Roche | 1298 | 98.22 | 4 | 18 % | 13 % |
| Botterens | 325 | 87.74 | 5 | 28 % | 19 % | La Tour-de-Trême | 3467 | 92.20 | 4 | 14 % | 16 % |
| Broc | 2101 | 92.57 | 4 | 16 % | 16 % | Le Pâquier | 974 | 84.26 | 5 | 25 % | 22 % |
| Bulle | 11888 | 118.04 | 3 | 9 % | 9 % | Marsens | 1314 | 84.00 | 5 | 25 % | 22 % |
| Cerniat | 356 | 70.99 | 6 | 36 % | 28 % | Morlon | 565 | 94.75 | 4 | 20 % | 16 % |
| Charmey | 1640 | 83.28 | 5 | 25 % | 22 % | Pont-en-Ogoz | 1463 | 85.91 | 5 | 25 % | 19 % |
| Châtel-s/Montsalvens | 208 | 93.42 | 4 | 20 % | 16 % | Pont-la-Ville | 504 | 86.87 | 5 | 28 % | 19 % |
| Corbières | 374 | 91.75 | 4 | 20 % | 16 % | Riaz | 1822 | 91.69 | 4 | 16 % | 16 % |
| Crésuz | 275 | 126.94 | 2 | 9 % | 8 % | Sâles | 1276 | 80.51 | 5 | 25 % | 22 % |
| Echarlens | 576 | 93.85 | 4 | 20 % | 16 % | Sorens | 801 | 81.44 | 5 | 25 % | 22 % |
| Grandvillard | 632 | 75.90 | 6 | 36 % | 25 % | Vaulruz | 894 | 79.00 | 6 | 33 % | 25 % |
| Gruyères | 1545 | 89.44 | 4 | 18 % | 19 % | Villarbeney | 116 | 83.93 | 5 | 28 % | 22 % |
| Hauteville | 506 | 81.61 | 5 | 28 % | 22 % | Villarvolard | 241 | 84.02 | 5 | 28 % | 22 % |
| Haut-Intyamon | 1418 | 75.21 | 6 | 33 % | 25 % | Vuadens | 1716 | 85.85 | 5 | 25 % | 19 % |
| Jaun | 709 | 66.24 | 6 | 36 % | 31 % | | | | | | |

Seebezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|-------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Agriswil | 138 | 81.01 | 5 | 28 % | 22 % | Kerzers | 4181 | 95.17 | 4 | 14 % | 13 % |
| Barberêche | 563 | 98.07 | 4 | 20 % | 13 % | Kleinbösingén | 558 | 100.23 | 3 | 14 % | 10 % |
| Büchslén | 162 | 103.54 | 3 | 14 % | 10 % | Lurtigen | 186 | 83.52 | 5 | 28 % | 22 % |
| Cordast | 785 | 90.12 | 4 | 20 % | 16 % | Merlach / Meyriez | 587 | 130.92 | 2 | 9 % | 7 % |
| Courgevaux | 1045 | 99.87 | 4 | 18 % | 13 % | Misery-Courtion | 1250 | 77.56 | 6 | 33 % | 25 % |
| Courlevon | 273 | 96.99 | 4 | 20 % | 13 % | Muntelier | 721 | 157.82 | 2 | 9 % | 5 % |
| Courtepin | 2821 | 92.40 | 4 | 16 % | 16 % | Murten / Morat | 5618 | 116.40 | 3 | 9 % | 9 % |
| Cressier | 759 | 124.90 | 2 | 9 % | 8 % | Ried bei Kerzers | 677 | 94.29 | 4 | 20 % | 16 % |
| Fräschels | 502 | 88.59 | 5 | 28 % | 19 % | Salvenach | 455 | 83.35 | 5 | 28 % | 22 % |
| Galmiz | 579 | 88.59 | 5 | 28 % | 19 % | Ulmiz | 362 | 82.93 | 5 | 28 % | 22 % |
| Gempénach | 294 | 99.19 | 4 | 20 % | 13 % | Villarepos | 505 | 89.70 | 4 | 20 % | 19 % |
| Greng | 167 | 233.41 | 1 | 6 % | 1 % | Bas-Vully | 1729 | 109.09 | 3 | 13 % | 10 % |
| Gurmels | 2681 | 85.16 | 5 | 22 % | 19 % | Haut-Vully | 1171 | 132.71 | 2 | 8 % | 7 % |
| Jeuss | 413 | 85.90 | 5 | 28 % | 19 % | Wallenried | 392 | 89.22 | 4 | 20 % | 19 % |

Glânebezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|-----------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|-----------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Auboranges | 224 | 75.17 | 6 | 36 % | 25 % | Montet | 206 | 83.43 | 5 | 28 % | 22 % |
| Billens-Hennens | 599 | 79.40 | 6 | 36 % | 25 % | Romont | 4008 | 115.39 | 3 | 9 % | 9 % |
| Chapelle | 205 | 90.92 | 4 | 20 % | 16 % | Rue | 1036 | 78.05 | 6 | 33 % | 25 % |
| Le Châtelard | 346 | 63.16 | 6 | 36 % | 34 % | Siviriez | 1885 | 73.00 | 6 | 31 % | 28 % |
| Châtonnaye | 581 | 74.79 | 6 | 36 % | 28 % | Ursy | 1536 | 82.09 | 5 | 25 % | 22 % |
| Ecublens | 256 | 77.39 | 6 | 36 % | 25 % | Villaz-Saint-Pierre | 921 | 86.76 | 5 | 25 % | 19 % |
| Esmonts | 167 | 78.26 | 6 | 36 % | 25 % | Vuarmarens | 356 | 75.16 | 6 | 36 % | 25 % |
| Grangettes | 157 | 67.56 | 6 | 36 % | 31 % | Vuisternens-dt-Romont | 1845 | 73.72 | 6 | 31 % | 28 % |
| La Folliaz | 863 | 77.10 | 6 | 33 % | 25 % | Villorsonnens | 1132 | 73.95 | 6 | 33 % | 28 % |
| Massonnens | 411 | 72.33 | 6 | 36 % | 28 % | Torny | 707 | 84.00 | 5 | 28 % | 22 % |
| Mézières | 947 | 76.99 | 6 | 33 % | 25 % | | | | | | |

Broyebezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Autavaux | 208 | 80.18 | 5 | 28 % | 22 % | Ménières | 279 | 83.15 | 5 | 28 % | 22 % |
| Bollion | 127 | 91.16 | 4 | 20 % | 16 % | Montagny | 1885 | 80.01 | 5 | 22 % | 22 % |
| Bussy | 272 | 80.52 | 5 | 28 % | 22 % | Montbrelloz | 288 | 76.61 | 6 | 36 % | 25 % |
| Châbles | 537 | 86.86 | 5 | 28 % | 19 % | Morens | 136 | 77.04 | 6 | 36 % | 25 % |
| Châtillon | 283 | 94.82 | 4 | 20 % | 16 % | Murist | 440 | 72.23 | 6 | 36 % | 28 % |
| Cheiry | 343 | 67.80 | 6 | 36 % | 31 % | Nuvilly | 314 | 77.09 | 6 | 36 % | 25 % |
| Cheyres | 813 | 97.84 | 4 | 18 % | 13 % | Prévondavaux | 61 | 82.22 | 5 | 28 % | 22 % |
| Cugy | 1173 | 92.25 | 4 | 18 % | 16 % | Rueyres-les-Prés | 250 | 88.79 | 5 | 28 % | 19 % |
| Delley-Portalban | 750 | 99.02 | 4 | 20 % | 13 % | Russy | 203 | 73.81 | 6 | 36 % | 28 % |
| Domdidier | 2264 | 94.87 | 4 | 16 % | 16 % | Saint-Aubin | 1300 | 88.77 | 5 | 25 % | 19 % |
| Dompierre | 622 | 80.73 | 5 | 28 % | 22 % | Seiry | 208 | 74.78 | 6 | 36 % | 28 % |
| Estavayer-le-Lac | 4460 | 101.04 | 3 | 9 % | 10 % | Sévaz | 180 | 87.75 | 5 | 28 % | 19 % |
| Fétigny | 667 | 81.17 | 5 | 28 % | 22 % | Surpierre | 307 | 74.77 | 6 | 36 % | 28 % |
| Font | 276 | 101.42 | 3 | 14 % | 10 % | Vallon | 289 | 71.62 | 6 | 36 % | 28 % |
| Forel | 363 | 77.99 | 6 | 36 % | 25 % | Villeneuve | 266 | 72.89 | 6 | 36 % | 28 % |
| Gletterens | 611 | 92.98 | 4 | 20 % | 16 % | Vuissens | 171 | 64.42 | 6 | 36 % | 34 % |
| Léchelles | 539 | 87.23 | 5 | 28 % | 19 % | Les Montets | 1081 | 84.06 | 5 | 25 % | 22 % |
| Lully | 373 | 88.74 | 5 | 28 % | 19 % | | | | | | |

Vivisbachbezirk

| Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus | Gemeinde | Zivilrechtl. Bevölk. | Total-index | Klasse | bisher | Neuer Modus |
|--------------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|--------------|----------------------|-------------|--------|--------|-------------|
| Attalens | 2336 | 93.76 | 4 | 16 % | 16 % | Saint-Martin | 867 | 75.11 | 6 | 33 % | 25 % |
| Bossonnens | 1087 | 85.27 | 5 | 25 % | 19 % | Semsaies | 1019 | 78.79 | 6 | 33 % | 25 % |
| Châtel-Saint-Denis | 4696 | 108.34 | 3 | 9 % | 10 % | Le Flon | 872 | 72.39 | 6 | 33 % | 28 % |
| Granges | 647 | 102.61 | 3 | 14 % | 10 % | La Verrerie | 940 | 72.46 | 6 | 33 % | 28 % |
| Remaufens | 777 | 85.78 | 5 | 28 % | 19 % | | | | | | |

Mit der Einführung dieser Massnahmen ist es schwierig, die Kosten genau einzuschätzen.

Mit drei neueren Bauabrechnungen können die Konsequenzen der Gesetzesänderungen für den Staat aufgezeigt werden.

Bau der OS Murten:

– Mobiliar und didaktisches Material:

| | Altes Gesetz | Neues Gesetz (Standardqualität für Mobiliar und didaktisches Material) |
|-----------------------------|----------------------|---|
| Schlussabrechnung | 4 439 764.80 Franken | |
| Subventionierter Betrag | 2 194 131.75 Franken | 1 971 111 Franken |
| Subvention | 987 359 Franken | 887 000 Franken |
| Verminderung der Subvention | | 100 000 Franken |

– Umgebungsarbeiten:

| | Altes Gesetz | Neues Gesetz (Subventionierung des Pausenplatzes, Trockenplatz und 100-Meter-Laufbahnen) |
|-----------------------------|----------------------|---|
| Schlussabrechnung | 4 568 466.20 Franken | |
| Subventionierter Betrag | 3 460 300 Franken | 950 000 Franken |
| Subvention | 1 557 135 Franken | 427 500 Franken |
| Verminderung der Subvention | | 1 129 635 Franken |

Bau der Primarschule Léchère in Bulle:

| | Altes Gesetz | Neues Gesetz (Berechnungssatz nach Finanzkraftindex) |
|---|---|--|
| Subventionierter Betrag | 8 189 509.80 Franken | |
| Berechnungssatz der Subvention | 6.3 % (lineare Kürzung inbegriffen) bis 2 000 000 Franken | 8 % bis 2 000 000 Franken |
| Berechnungsgrundlage: Klasse 2, Finanzkraftindex 123.24 | 3.15 % (lineare Kürzung inbegriffen) für den Rest | 4 % für den Rest |
| Subvention | 320 969.55 Franken | 407 580.40 Franken |
| Erhöhung der Subvention zu Lasten des Staates | | 86 610.85 Franken |

Bau der Turnhalle von Villaz-St-Pierre:

| | Altes Gesetz | Neues Gesetz (Streichung der zusätzlichen 6 % und gemäss Berechnungssatz nach Finanzkraftindex) |
|--------------------------------|---------------------------------------|---|
| Schlussabrechnung | 5 272 680.60 Franken | |
| Subventionierter Betrag | 1 963 015.20 Franken | 1 963 015.20 Franken |
| Berechnungssatz der Subvention | 35.01 % (lineare Kürzung inbegriffen) | 23.48 % |
| Subvention | 687 251 Franken | 460 916 Franken |
| Verminderung der Subvention | | 226 335 Franken |

Die Umfrage der EKSD bei den Gemeinden, die der Planung dient, lässt einen Rückgang bei der Anzahl Bauprojekte für Kindergartengebäude und Primarschulhäuser voraussehen.

Auf OS-Ebene sind zwei neue Projekte vorgesehen: die Erweiterung der OS Broye und der Bau einer Sporthalle für die OS Vivisbach. Über einen Umbau und eine Erweiterung der OS Plaffeien und Kerzers sowie den Bau einer neuen deutschsprachigen OS für die Stadt Freiburg wird noch diskutiert.

Auf dieser Basis konnte ein Vergleich der Beitragszahlungen erstellt werden:

| Kindergarten – Primarschule Zahlungen (Franken) | | Orientierungsschule Zahlungen (Franken) | |
|---|-----------|---|-------------------------------|
| 2000 | 3 390 271 | 2000 | 6 999 987 |
| 2001 | 3 287 797 | 2001 | 6 800 080 |
| 2002 | 3 300 000 | 2002 | 9 500 000 |
| 2003 | 3 300 000 | 2003 | 12 000 000 |
| 2004 | 3 300 000 | 2004 | 6 500 000 |
| | | 2004 | 5 000 000 (Rückstellungen) |

| Voranschlag (Franken) | | Voranschlag (Franken) | |
|-----------------------|-----------|-----------------------|-----------|
| 2005 | 2 700 000 | 2005 | 7 000 000 |
| Finanzplan (Franken) | | Finanzplan (Franken) | |
| 2006 | 2 250 000 | 2006 | 7 000 000 |
| 2007 | 1 980 000 | 2007 | 7 000 000 |
| 2008 | 1 890 000 | 2008 | 7 000 000 |

5. PERSONELLE KONSEQUENZEN

Das Projekt hat bezüglich Personals keine Konsequenzen.

6. EUROKOMPATIBILITÄT

Der Gesetzesentwurf über die Beitragsleistung an Kindergarten-, Primar- und Orientierungsschulbauten ist mit dem europäischen Recht vereinbar.

7. ÜBERSICHT

Bisherige und neue Beitragsgrundsätze

| Kindergarten und Primarschulen | Situation heute | Situation gemäss Gesetzesentwurf |
|---|---|---|
| Grundstückwerb | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Umgebung | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Erwerb von Mobilier | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Erwerb von Didaktikmaterial | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Ausgaben Gebäudeunterhalt | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Bau einer Sporthalle | Pauschalprinzip | Pauschalprinzip |
| Umbau- und Unterhalt Sporthalle | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Sporthalle, Bau durch mehrere Gemeinden | 6 % mehr | kein Beitrag mehr |
| Neubauten | Pauschalprinzip | effektive Kosten, jedoch nur bis zum höchsten Pauschalbeitrag |
| Umbauten | effektive Kosten, jedoch nur bis zum höchsten Pauschalbeitrag | effektive Kosten, jedoch nur bis zum höchsten Pauschalbeitrag |
| Abzüge für Unterhalt | 10 000 Fr./Schulzimmer bis maximal 100 000 Franken | 10 % vom Total der gerechtfertigten Umbauarbeiten |
| Kauf von Pavillons | effektive Kosten | effektive Kosten |
| Pavillonmiete | Miete (ohne Nebenkosten) bis zum höchsten Pauschalbeitrag | Miete (ohne Nebenkosten) bis zum höchsten Pauschalbeitrag |
| Bauten und Umbauten (Beitragshöhe < 15 000 Franken) | Beiträge | kein Beitrag mehr |

| Orientierungsschulen | Situation heute | Situation gemäss Gesetzesentwurf |
|---|---|--|
| Grundstückwerb | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Umgebung | Beitrag nach effektiven Kosten | Beitrag für den Pausenhof, einen Hartplatz und eine 100m-Bahn |
| Ersterwerb Mobilier | Beitrag nach effektiven Kosten | Qualitäts- und Quantitätsstandards nach den effektiven Kosten |
| Ersterwerb Didaktikmaterial | Beitrag nach effektiven Kosten | Quantitäts- und Qualitätsstandards nach den effektiven Kosten |
| Ausgaben Gebäudeunterhalt | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Bau einer Sporthalle | Pauschalbeitrag | Pauschalprinzip |
| Umbauarbeiten und Unterhalt Sporthalle | kein Beitrag | kein Beitrag |
| Neubauten | Pauschalprinzip | effektive Kosten, jedoch bis zum höchsten Pauschalbeitrag |
| Umbauten | effektive Kosten, jedoch bis zum höchsten Pauschalbeitrag | effektive Kosten, jedoch bis zum höchsten Pauschalbeitrag |
| Abzüge für Unterhalt | 10 000 Fr. / Schulzimmer, jedoch bis höchstens 100 000 Franken | 10 % des Totals der gerechtfertigten Umbauarbeiten |
| Kauf von Pavillons | effektive Kosten | effektive Kosten |
| Miete von Pavillons | Miete (ohne Nebenkosten), jedoch bis höchstens Pauschalbeitrags | Miete (ohne Nebenkosten) jedoch bis zum höchsten Pauschalbeitrag |
| Bauten und Umbauten (Beitragshöhe < 5000 Franken) | Beitrag | kein Beitrag mehr |

8. BEMERKUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

1. KAPITEL: Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 und 2

Sie erwähnen die Grundsätze der Beitragsleistung und die Schulbauten, die diesem Gesetz unterstellt sind.

Art. 3

Er legt die beitragsberechtigten Ausgaben fest, d. h. die Ausgaben für Bau, Erweiterung und Umbau, die Kauf- oder Mietkosten provisorischer Pavillons sowie die Kosten des Ersterwerbs von Mobiliar und Didaktikmaterial. Hier sei erwähnt, dass die Umgebung, für die bei der OS Beiträge geleistet werden können, als Infrastruktur betrachtet wird.

Auch die nichtbeitragsberechtigten Ausgaben werden explizit erwähnt: Grundstückkauf; Bau von Räumlichkeiten, die nicht schulischen Zwecken dienen, oder von solchen, für die schon andere Beiträge geleistet werden; die Kosten für den Gebäudeunterhalt und den Ersatz von Mobiliar und Didaktikmaterial; Gebühren; Nebenkosten und Bauzinsen.

Art. 4

Beitragsbezüger können bei Bauten oder Umbauten von Kindergarten-, Primarschul- und Orientierungsschulgebäuden Gemeinden oder Gemeindeverbände sein. Das Gesetz legt einen Anspruch auf Beitragsleistung fest. Dieser Anspruch besteht aber nur, wenn die Gewährungsbedingungen von den BezügerInnen erfüllt werden.

2. KAPITEL: Organisation

Art. 5 bis 7

Sie legen die Zuständigkeiten des Staatsrates, der EKSD und der Kommission für Schulbauten fest. Es sind die gleichen Zuständigkeiten wie bisher.

3. KAPITEL: Bedingungen der Beitragsgewährung

Art. 8

Den Gemeinden oder Gemeindeverbänden, die ein Kindergartengebäude oder ein Primarschulhaus bauen oder umbauen wollen, kann ein Beitrag gewährt werden, wenn die Bedürfnisklausel erfüllt ist, d. h. wenn eine Zunahme der Anzahl Schülerinnen und Schüler durch die Geburtenstatistik erwiesen ist. Es werden aber auch Bedürfnisse pädagogischer Art berücksichtigt, wie die Zusammenlegung der Schulzimmer an einem Ort für Schulprojekte.

Bei den OS haben alle Gemeindeverbände Anspruch auf einen Beitrag, wenn die Bedürfnisklausel bezüglich der Anzahl Schülerinnen und Schüler und der Spezialzimmer vom Staatsrat anerkannt wurde.

Art. 9

An den Bau einer Sporthalle kann ein Beitrag geleistet werden, wenn er gemäss der kantonalen Sporthallenplanung ein Bedürfnis darstellt. Der Staatsrat passt diese Planung der Entwicklung der Sporthallen-Sektoren an. Diese Sektoren werden aufgrund der Klassenzahl, der Neueinteilung der Schulkreise und der Gemeindefusionen festgelegt.

Art. 10

Ein Beitrag wird gewährt, wenn der Gesuchsteller die Gesetzgebung über das Beschaffungswesen, die baupolizeilichen Bestimmungen und die Gesetzgebung über die Gemeinden einhält. Die Einhaltung des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden (SGF 140.1) wurde eingeführt, weil die Investitionen und die daraus erfolgende Verschuldung dem gesetzgebenden Organ der Gemeinden oder der Gemeindeverbände vorgelegt und anschliessend vom Amt für Gemeinden bewilligt werden muss.

4. KAPITEL: Beitragsberechnung

Art. 11

Bei der Beitragsleistung an Neubauten oder Erweiterungen gilt weiterhin das Pauschalssystem. Die Schlussabrechnung wird geprüft. Liegen die Baukosten unter dem Pauschalbetrag, wird der definitive Beitrag aufgrund dieser Baukosten berechnet.

Beiträge an Umbauten werden aufgrund der effektiven Kosten geleistet; dies bis zum höchsten Pauschalbetrag.

Der Beitrag an Mobiliar und Didaktikmaterial wird anhand der effektiven Kosten berechnet. Um den Gleichheitsgrundsatz zu wahren und eine gegenseitige Überbietung bei der Ausrüstung zu vermeiden, legt die EKSD Standards fest. Ein erstes Dokument in dieser Richtung wurde soeben in Zusammenarbeit mit der Fachstelle fritic betreffend die Beitragsleistung an die Informatikausrüstung fertig gestellt.

Nur Pausenhöfe, Trockenplätze und 100-Meter-Laufbahnen werden als beitragsberechtigter Umgebung betrachtet. An Parkplätze und die sonstige Umgebung wie Biotope, Fussgängerzugänge usw. werden keine Beiträge mehr geleistet.

Die Pauschalbeträge werden nicht mehr der Entwicklung des Zürcher Baukostenindex angepasst, sondern derjenigen des Baupreisindex Espace Mittelland. Dieser Index hat den Vorteil, dass er die Entwicklung der Baukosten in der Region besser darstellt.

Der Staat zahlt abgesehen von den Mieten keine Beiträge unter 15 000 Franken mehr.

Art. 12

Bei den Kindergärten und Primarschulen sind die Beitragssätze gemäss Finanzkraftindex der Gemeinden degressiv. So können grössere Unterschiede zwischen verschiedenen Perioden vermieden werden. Das Bevölkerungskriterium wurde ebenfalls fallengelassen, weil es durch die Gemeindefusionen an Bedeutung verliert.

Finanzieren mehrere Gemeinden oder ein Gemeindeverband einen Bau, so wird der Satz, der für die Berechnung des Beitrags, welcher der einzelnen Gemeinde gewährt wird, bestimmend ist, wie folgt berechnet: der gemäss Finanzkraftindex vorgesehene Satz wird mit der Einwohnerzahl der betreffenden Gemeinde multipliziert und die Summe daraus wird durch die Gesamteinwohnerzahl aller betroffenen Gemeinden geteilt.

Die geltende Gesetzgebung sieht einen Abzug von 10 000 Franken pro umgebautes Schulzimmer vor, bis 100 000 Franken erreicht werden. Das neue Gesetz schlägt einen Abzug von 10 % auf dem Total der anerkannten Umbauarbeiten vor.

Art. 13

Bei den OS beträgt der Beitragssatz 45 %, gemäss Entscheidung des Grossen Rates vom 12. Oktober 2004.

5. KAPITEL: Verfahren

Art. 14

Das Vorgesuchungsverfahren wird nicht geändert.

Art. 15

Das von der EKDS genehmigte Raumprogramm wird aufgrund der Entwicklung der Schülerzahlen und pädagogischer Gesichtspunkte erstellt. Bei den neuen Lehrmethoden werden die Schulprojekte bevorzugt behandelt; diese sehen alle Schulzimmer am gleichen Ort vor.

Art. 16

Der Staatsrat heisst das Projekt gut und beschliesst die provisorische Beitragshöhe. Bisher lag dieses Beitragsversprechen in der Zuständigkeit der EKSD.

Art. 17

Die Bauentscheidungsverfahren werden nicht geändert. Beim Bau von Kindergartengebäuden und Primarschulhäusern sind die betroffene/n Gemeinde/n, gegebenenfalls der Verband der betroffenen Gemeinden, zuständig.

Bei der OS trifft der Staatsrat den Entscheid auf Antrag der betroffenen Gemeinde/n oder des Verbands der betroffenen Gemeinde/n und der Kommission für Schulbauten.

Art. 18

Die definitive Beitragshöhe wird anhand der Schlussabrechnung berechnet.

Bei einem Bau, für den der Beitrag auf Pauschalbasis berechnet wird, gibt es eine einfache Kontrolle. Es wird überprüft, ob die Beträge der beitragsberechtigten Arbeiten der Pauschale entsprechen oder sie überschreiten. Bei einem Umbau müssen alle Rechnungen geprüft werden. Alle Unterhaltselemente werden vom Beitragsbetrag abgezogen.

Art. 19

Anders als beim derzeitigen Verfahren wird der Beitragssatz nach dem Baupreisindex Espace Mittelland und dem Finanzkraftindex der Gemeinde oder bei einem Gemeindeverband dem Finanzkraftindex jeder Gemeinde, mit der Bevölkerung gewichtet, vom Staatsrat festgelegt, nachdem das definitive Projekt gutgeheissen wurde (Art.16).

Art. 20 bis 22

Diese Grundsätze werden bereits angewandt und entsprechen den Anforderungen des Subventionsgesetzes.

Art. 23

Aufgrund der Schülerstatistik kann die EKSD mittelfristige Prognosen erstellen. Mit dieser Bestimmung kann der Staat bei einer Gemeinde oder einem Gemeindeverband die Rückerstattung des Beitrags einfordern, wenn die Räumlichkeiten nicht mehr für schulische Zwecke verwendet werden. Der rückzahlbare Betrag entspricht dem Beitrag. Davon werden für jedes komplette Nutzungsjahr des

Gebäudes 5 % und für jedes vollständige Nutzungsjahr von provisorischen Schulpavillons 10 % abgezogen.

Art. 24

Er gibt die Rechtsmittel an.

6. KAPITEL: Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 25

Es werden die gleichen Übergangsbestimmungen wie bei der Einführung des Pauschalprinzips angewendet.

Art. 26

Derzeit gelten für die freien öffentlichen Schulen, die einen pädagogischen Auftrag erfüllen, der ihnen der Staat erteilt hat, bezüglich Beitragsleistung an Schulbauten die Bestimmungen des Gesetzes vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht [Schulbauten]. Zur Erhaltung dieser Vorrechte und weil das erwähnte Gesetz aufgehoben wird (cf. Art. 27 Gesetzesentwurf) soll Artikel 6 des Gesetzes vom 8. Mai 2003 über die Freien öffentlichen Schulen (SGF 411.4.1) geändert werden und neu angeben, dass die Gesetzgebung über die Beitragsleistung an die Schulbauten auf Bauten und Umbauten von Gebäuden der freien öffentlichen Schulen, die Unterricht erteilen, anwendbar ist. Dies betrifft die Freien öffentlichen Schulen (FOS) Freiburg und Courtepin. Der Gesetzesentwurf ändert nichts am Grundsatz der Kostenaufteilung zwischen den Gemeinden, wie sie im Gesetz über die Freien öffentlichen Schulen festgelegt ist. Dies erlaubt die Festlegung des Grundsatzes der Beitragsleistung durch den Staat an allfällige Schulbauten der FOS und die Anwendung der im Gesetzesentwurf und in der künftigen Ausführungsreglementierung dieser Schulen vorgesehenen Regeln (insbesondere die Regeln betreffend Festlegung des Beitragssatzes).

Art. 27

Er erwähnt die Aufhebung des folgenden Dekrets und Gesetzes:

- das Dekret vom 10. Februar 1976 über Beiträge an den Bau von Primarschulen und Kindergärten,
- das Gesetz vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht (Schulbauten und freie öffentliche Schulen).

Art. 28

Er gibt das Inkrafttreten dieses Gesetzes an.

9. SCHLUSSBEMERKUNGEN

Nach Meinung des Staatsrates müssen die Verfahren im Bereich der Schulbauten geklärt werden. Bei den Kindergärten und Primarschulen gibt es mit der Einführung neuer Beitragssätze auf Basis der Finanzkraftindexe keine grösseren Unterschiede zwischen dem Beitragsversprechen und dem Schlussscheid mehr. Mit klaren Ausrüstungsstandards kann insbesondere bei den OS festgelegt werden, welche Elemente es für den guten Schulbetrieb braucht.

Der Staatsrat lädt Sie ein, diesen Gesetzesentwurf gutzuheissen.

Loi

du

relative aux subventions pour les constructions d'écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 92, 99, 100 et 101 de la loi du 23 mai 1985 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école du cycle d'orientation (loi scolaire);

Vu la loi du 17 novembre 1999 sur les subventions (LSub);

Vu le message du Conseil d'Etat du 7 juin 2005;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet et champ d'application

¹ La présente loi régit les subventions octroyées par l'Etat aux communes et aux associations de communes dans le domaine des constructions scolaires.

² Elle s'applique aux écoles enfantines, aux écoles primaires et aux écoles du cycle d'orientation.

Art. 2 Définition

Sont réputés constructions scolaires au sens de la présente loi:

- a) les bâtiments abritant les écoles;
- b) les salles de sport destinées principalement à un usage scolaire;
- c) les pavillons provisoires ou d'autres locaux destinés à l'enseignement;

Gesetz

vom

über die Beiträge an Schulbauten für den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 92, 99, 100 und 101 des Gesetzes vom 23. Mai 1985 über den Kindergarten, die Primarschule und die Orientierungsschule (Schulgesetz);

gestützt auf das Subventionsgesetz vom 17. November 1999 (SubG);

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 7. Juni 2005;

Auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand und Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz regelt die Beiträge, die der Staat den Gemeinden und Gemeindeverbänden an Schulbauten gewährt.

² Es ist anwendbar auf die Kindergärten, die Primarschulen und die Orientierungsschulen.

Art. 2 Begriff

Im Sinne dieses Gesetzes sind Schulbauten:

- a) Gebäude, die Schulen beherbergen;
- b) Sporthallen, die in erster Linie schulischen Zwecken dienen;
- c) provisorische Schulpavillons oder andere Räume, die dem Unterricht dienen;

- d) le mobilier et l'équipement didactique, exclusivement pour les écoles du cycle d'orientation.

Art. 3 Dépenses subventionnables

¹ Sont considérés comme dépenses subventionnables les frais résultant de:

- a) la réalisation d'infrastructures nouvelles;
- b) l'agrandissement d'infrastructures existantes;
- c) la transformation d'infrastructures existantes;
- d) l'achat ou la location de pavillons provisoires ou d'autres locaux destinés à l'enseignement;
- e) l'acquisition initiale du mobilier et des équipements didactiques des écoles du cycle d'orientation.

² Sont notamment exclus du subventionnement les frais résultant:

- a) de l'acquisition du terrain;
- b) de la construction des locaux qui ne sont pas destinés à un usage scolaire ou de ceux qui sont subventionnés à d'autres titres;
- c) des dépenses d'entretien des bâtiments et du remplacement du mobilier et de l'équipement didactique;
- d) des taxes, des émoluments, des frais secondaires et des intérêts intercalaires.

Art. 4 Bénéficiaires des subventions cantonales

Les communes et les associations de communes ont droit aux subventions cantonales pour les constructions et les transformations des écoles enfantines, primaires et du cycle d'orientation.

CHAPITRE 2

Organisation

Art. 5 Conseil d'Etat

¹ Dans les limites de la présente loi, le Conseil d'Etat définit la politique générale en matière de subventionnement des constructions scolaires.

² Il fixe les critères et la procédure détaillée d'attribution des subventions.

³ Il prend les décisions qui sont placées dans sa compétence par la présente loi.

- d) das Mobiliar und die didaktische Ausrüstung der Orientierungsschulen.

Art. 3 Beitragsberechtigte Ausgaben

¹ Beitragsberechtigt sind die Ausgaben für:

- a) den Bau neuer Infrastrukturen;
- b) die Erweiterung bestehender Infrastrukturen;
- c) den Umbau bestehender Infrastrukturen;
- d) den Kauf oder die Miete von provisorischen Pavillons oder anderer Räume für den Unterricht;
- e) den Ersterwerb des Mobiliars und der Didaktikausrüstung bei den Orientierungsschulen.

² Keine Beiträge können geleistet werden an:

- a) den Grundstückerwerb;
- b) den Bau von Räumen, die nicht schulischen Zwecken dienen oder an die bereits in einem anderen Zusammenhang Beiträge geleistet werden;
- c) die Ausgaben für den Gebäudeunterhalt und den Ersatz des Mobiliars und der Didaktikausrüstung;
- d) die Gebühren, Nebenkosten und Bauzinsen.

Art. 4 Empfänger

Die Gemeinden und Gemeindeverbände haben Anspruch auf einen Kantonsbeitrag an den Bau und den Umbau von Kindergarten-, Primarschul- und Orientierungsschulgebäuden.

2. KAPITEL

Organisation

Art. 5 Staatsrat

¹ In den Grenzen dieses Gesetzes legt der Staatsrat die allgemeine Politik im Bereich der Beitragsleistung an Schulbauten fest.

² Er legt die Kriterien und das detaillierte Verfahren für die Gewährung der Beiträge fest.

³ Er trifft die Entscheide, für die er laut diesem Gesetz zuständig ist.

Art. 6 Direction compétente

¹ La Direction en charge des constructions scolaires (ci-après: la Direction) est l'autorité d'application de la présente loi.

² Elle traite, en collaboration avec la Direction compétente en matière de bâtiments et de mobilier de l'Etat, l'ensemble des questions techniques qui relèvent des constructions scolaires.

³ Elle exerce les attributions qui ne sont pas confiées à un autre organe.

Art. 7 Commission des constructions scolaires

¹ Il est institué une Commission des constructions scolaires (ci-après: la Commission).

² La Commission est un organe consultatif rattaché administrativement à la Direction.

³ Le Conseil d'Etat fixe la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission, dont il nomme les membres et les personnes assurant la présidence et la vice-présidence.

⁴ La Commission exerce les attributions suivantes:

- a) elle examine le programme des locaux et le choix du terrain lors de la demande préalable;
- b) elle examine et préavise l'avant-projet et son devis estimatif;
- c) elle examine et préavise le projet et le devis définitif à l'intention de la Direction;
- d) elle examine et préavise la proposition relative à la part des travaux subventionnables;
- e) elle peut être consultée par la Direction sur d'autres constructions relevant de l'Etat.

⁵ La Commission peut formuler des propositions et des recommandations dans les domaines de ses compétences.

Art. 6 Zuständige Direktion

¹ Die für die Schulbauten zuständige Direktion (die Direktion) ist Vollzugsbehörde dieses Gesetzes.

² Sie behandelt in Zusammenarbeit mit der für die Bauten und das Mobiliar des Staates zuständigen Direktion alle technischen Fragen, die mit den Schulbauten verbunden sind.

³ Sie übt die Befugnisse aus, die nicht einem anderen Organ übertragen sind.

Art. 7 Kommission für Schulbauten

¹ Es wird eine Kommission für Schulbauten (die Kommission) geschaffen.

² Die Kommission ist ein beratendes Organ, das der Direktion administrativ zugewiesen ist.

³ Der Staatsrat legt die Zusammensetzung, die Organisation und die Arbeitsweise der Kommission fest und ernennt die Mitglieder, den Präsidenten und den Vizepräsidenten.

⁴ Die Kommission übt die folgenden Befugnisse aus:

- a) Sie prüft beim Vorgesuch das Raumprogramm und die Wahl des Grundstücks.
- b) Sie prüft das Vorprojekt und den ungefähren Voranschlag und nimmt Stellung.
- c) Sie prüft das Projekt und den definitiven Voranschlag und nimmt zuhanden der Direktion Stellung.
- d) Sie prüft die beantragten beitragsberechtigten Arbeiten und nimmt Stellung dazu.
- e) Sie kann von der Direktion zu anderen Bauten des Staates beigezogen werden.

⁵ Die Kommission kann in ihren Zuständigkeitsbereichen Vorschläge und Empfehlungen abgeben.

CHAPITRE 3

Conditions d'octroi des subventions

Art. 8 Clause du besoin
a) En général

Seules peuvent être subventionnées les dépenses qui répondent à un besoin reconnu après l'analyse des données locales et régionales et qui sont réalisées en conformité avec les dispositions de la présente loi et de sa réglementation d'exécution. Le besoin est reconnu:

- a) pour les écoles enfantines et primaires, par la Direction;
- b) pour les écoles du cycle d'orientation, par le Conseil d'Etat, sur le préavis de la Direction.

Art. 9 b) Construction de salles de sport

Seules peuvent être subventionnées les salles de sport qui répondent à un besoin, selon le plan cantonal des salles de sport arrêté et actualisé par le Conseil d'Etat, et qui sont justifiées par la prévision d'un degré suffisant d'utilisation scolaire, fixé par le règlement d'exécution.

Art. 10 Législations sur les marchés publics, la police des constructions et les communes

L'octroi d'une subvention implique, pour le requérant, le respect de la législation sur les marchés publics, des dispositions légales en matière de police des constructions et de la législation relative aux communes.

CHAPITRE 4

Calcul des subventions

Art. 11 Montant des subventions

¹ Les frais résultant de la réalisation d'infrastructures nouvelles ou de l'agrandissement d'infrastructures existantes sont subventionnés de manière forfaitaire. Toutefois, si les coûts effectifs selon le décompte final sont inférieurs au montant du forfait, la subvention est calculée sur la base des coûts effectifs.

² Les frais résultant de transformations sont subventionnés sur la base des coûts effectifs; la subvention ne dépasse toutefois pas le montant du forfait.

3. KAPITEL

Bedingungen der Beitragsgewährung

Art. 8 Bedürfnisklausel
a) Im Allgemeinen

Es können nur die Ausgaben subventioniert werden, die einem anerkannten Bedürfnis entsprechen, das aus einer Überprüfung der lokalen und regionalen Daten hervorgeht, und die mit den Bestimmungen dieses Gesetzes und dessen Ausführungsreglementierung übereinstimmen. Die Anerkennung des Bedürfnisses erfolgt

- a) bei Kindergärten und Primarschulen: durch die Direktion;
- b) bei Orientierungsschulen: durch den Staatsrat, auf Antrag der Direktion.

Art. 9 b) Bau von Sporthallen

Es können nur Sporthallen subventioniert werden, die gemäss der kantonalen Planung der Sporthallen einem Bedürfnis entsprechen. Diese Planung wird vom Staatsrat beschlossen und angepasst. Weiter müssen sie durch einen zu erwartenden ausreichenden Grad an schulischer Nutzung gerechtfertigt sein. Dieser Nutzungsgrad wird im Ausführungsreglement festgelegt.

Art. 10 Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen, die Baupolizei und die Gemeinden

Wer einen Beitrag erhält, muss die Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen, die baupolizeilichen Bestimmungen und die Gesetzgebung über die Gemeinden einhalten.

4. KAPITEL

Beitragsberechnung

Art. 11 Beitragshöhe

¹ Die Kosten für die Realisierung neuer Infrastrukturen oder die Erweiterung bestehender Infrastrukturen werden pauschal subventioniert. Liegen die tatsächlichen Kosten jedoch unter dem Pauschalbetrag, so wird der Beitrag auf der Basis der tatsächlichen Kosten berechnet.

² Die Beiträge an Umbauten werden auf der Basis der tatsächlichen Kosten berechnet; sie dürfen jedoch den Pauschalbetrag nicht übersteigen.

³ Le mobilier et l'équipement didactique sont subventionnés sur la base des coûts effectifs et des standards de qualité et de quantité définis par le règlement d'exécution.

⁴ Les aménagements extérieurs, soit les cours de récréation, places sèches, piste d'athlétisme de 100 mètres, pour l'école du cycle d'orientation, sont subventionnés sur la base des coûts effectifs et des standards de qualité et de quantité définis par le règlement d'exécution.

⁵ A l'exception des subventions pour les locations, il n'est pas attribué de subvention lorsque le montant de celle-ci est inférieur à 15 000 francs.

⁶ Les forfaits peuvent être périodiquement adaptés à l'évolution des prix (indice du coût de la construction du Mittelland).

Art. 12 Taux de subventionnement
a) Ecoles enfantines et primaires

¹ Le taux de subventionnement dépend de la capacité financière issue du calcul de la classification des communes. Le barème pour l'octroi de la subvention aux constructions et aux transformations d'écoles enfantines et primaires est fixé comme il suit:

| Indice de capacité financière | Taux applicable en % |
|-------------------------------|----------------------|
| < 60 | 37 |
| > 60-65 | 34 |
| > 65-70 | 31 |
| > 70-75 | 28 |
| > 75-80 | 25 |
| > 80-85 | 22 |
| > 85-90 | 19 |
| > 90-95 | 16 |
| > 95-100 | 13 |
| > 100-110 | 10 |
| > 110-120 | 9 |
| > 120-130 | 8 |
| > 130-140 | 7 |
| > 140-150 | 6 |
| > 150-160 | 5 |
| > 160-170 | 4 |
| > 170-180 | 3 |
| > 180-190 | 2 |
| >190 | 1 |

³ Das Mobiliar und die didaktische Ausrüstung werden auf der Basis der tatsächlichen Kosten und der Qualitäts- und Quantitätsstandards, die im Ausführungsreglement festgelegt werden, subventioniert.

⁴ Umgebung, Pausenhöfe, Trockenplätze und 100-Meter-Laufbahnen der Orientierungsschulen werden auf der Basis der tatsächlichen Kosten und der Qualitäts- und Quantitätsstandards, die im Ausführungsreglement festgelegt werden, subventioniert.

⁵ Mit Ausnahme der Beiträge an die Mietkosten werden keine Beiträge unter 15 000 Franken gewährt.

⁶ Die Pauschalen können periodisch der Preisentwicklung angepasst werden (Baupreisindex Espace Mittelland).

Art. 12 Beitragssätze
a) Kindergärten und Primarschulen

¹ Der Beitragssatz hängt von der Finanzkraft ab, die aus der Berechnung der Klassifikation der Gemeinden hervorgeht. Die Skala für die Gewährung von Beiträgen an Bauten und Umbauten von Kindergarten- und Primarschulgebäuden wird wie folgt festgelegt:

| Finanzkraftindex | Anwendbarer Satz in % |
|------------------|-----------------------|
| < 60 | 37 |
| > 60-65 | 34 |
| > 65-70 | 31 |
| > 70-75 | 28 |
| > 75-80 | 25 |
| > 80-85 | 22 |
| > 85-90 | 19 |
| > 90-95 | 16 |
| > 95-100 | 13 |
| > 100-110 | 10 |
| > 110-120 | 9 |
| > 120-130 | 8 |
| > 130-140 | 7 |
| > 140-150 | 6 |
| > 150-160 | 5 |
| > 160-170 | 4 |
| > 170-180 | 3 |
| > 180-190 | 2 |
| >190 | 1 |

² Toutefois, lorsque le montant pris en considération pour la subvention dépasse 2 millions de francs, le taux de la subvention est réduit de moitié pour la part dépassant 2 millions de francs.

³ Si des constructions ou des transformations sont réalisées ou financées en commun par plusieurs communes ou par une association de communes, le taux déterminant pour le calcul de la subvention accordée à chaque commune est obtenu en multipliant le taux prévu à l'alinéa 1 par le nombre d'habitants de la commune concernée et en divisant la somme ainsi obtenue par le nombre total des habitants des communes intéressées.

⁴ Pour les travaux reconnus de transformation d'un bâtiment scolaire, une réduction de 10 % sur le total des frais est opérée au titre d'entretien courant.

Art. 13 b) Ecoles du cycle d'orientation

Le taux de la subvention pour les écoles du cycle d'orientation est de 45 % du montant subventionnable.

CHAPITRE 5

Procédure

Art. 14 Demande préalable

¹ Toute commune ou association de communes qui envisage de procéder à des travaux hors de l'entretien courant doit déposer une demande préalable auprès de la Direction, au plus tard au stade de l'avant-projet.

² La Direction analyse cette demande en fonction des données et prévisions de la statistique scolaire et en tenant compte de critères d'ordre pédagogique, fonctionnel et économique.

Art. 15 Approbation du programme des locaux

Le programme des locaux est soumis à l'approbation de la Direction, sur le préavis de la Commission.

Art. 16 Préavis sur le montant provisoire de subventionnement

Le projet définitif ainsi que les devis sont examinés par la Direction, sur le préavis de la Commission. Dans les limites des crédits d'engagement décidés par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat approuve le projet et arrête le montant provisoire de subventionnement.

² Übersteigt der für den Beitrag berücksichtigte Betrag 2 Millionen Franken, so reduziert sich der Beitragssatz beim Anteil, der 2 Millionen Franken übersteigt, um die Hälfte.

³ Werden die Bauten oder Umbauten von mehreren Gemeinden oder einem Gemeindeverband realisiert oder finanziert, so wird der bestimmende Satz für die Berechnung des jeder Gemeinde gewährten Beitrags erreicht, indem der unter Absatz 1 vorgesehene Satz mit der Einwohnerzahl der betreffenden Gemeinde multipliziert und die erreichte Summe durch die Gesamteinwohnerzahl der betroffenen Gemeinden dividiert wird.

⁴ Bei den anerkannten Umbauarbeiten werden auf den Gesamtkosten 10 % für den laufenden Unterhalt abgezogen.

Art. 13 b) Orientierungsschulgebäude

Der Beitragssatz beträgt bei den Gebäuden der Orientierungsschule 45 % des beitragsberechtigten Betrags.

5. KAPITEL

Verfahren

Art. 14 Vorgesuch

¹ Gemeinden oder Gemeindeverbände, die Arbeiten ausserhalb des laufenden Unterhalts planen, müssen spätestens im Stadium des Vorprojekts bei der Direktion ein Vorgesuch einreichen.

² Die Direktion prüft das Gesuch aufgrund der Angaben und mit Rücksicht auf die Prognosen der Schülerstatistik sowie auf pädagogische, betriebliche und wirtschaftliche Kriterien.

Art. 15 Genehmigung des Raumprogramms

Das Raumprogramm wird der Direktion auf Antrag der Kommission zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 16 Stellungnahme zum provisorischen Beitragsbetrag

Das definitive Projekt und die Kostenvoranschläge werden von der Direktion auf Antrag der Kommission geprüft. In den Grenzen der Verpflichtungskredite, die vom Grosse Rat beschlossen wurden, heisst der Staatsrat das Projekt gut und beschliesst den provisorischen Beitragsbetrag.

Art. 17 Autorité compétente de décision de construire, d'acquérir, de louer ou de transformer

¹ Pour les constructions des écoles enfantines et primaires, la décision de construire, d'acquérir, de louer ou de transformer est prise par la ou les communes concernées ou, le cas échéant, par l'association des communes intéressées.

² Lorsqu'il s'agit de constructions scolaires du cycle d'orientation, la décision de construire, d'acquérir, de louer ou de transformer est prise par le Conseil d'Etat, sur le préavis de la ou des communes concernées ou de l'association des communes intéressées et de la Commission.

Art. 18 Détermination du montant de la subvention

Sur la base des factures présentées, la Direction préavise, à l'intention du Conseil d'Etat, le montant définitif de la subvention.

Art. 19 Octroi de la subvention

a) Ecoles enfantines et primaires

Pour les constructions des écoles enfantines et primaires, le Conseil d'Etat décide de l'octroi de la subvention, en tenant compte des éléments déterminés sur la base de la situation au moment de l'approbation du projet définitif.

Art. 20 b) Ecoles du cycle d'orientation

La décision relative à la subvention concernant les constructions scolaires du cycle d'orientation est communiquée dans le cadre d'un crédit d'engagement octroyé par le Grand Conseil.

Art. 21 Paiement de la subvention

Le paiement de la subvention a lieu selon les disponibilités budgétaires.

Art. 22 Acomptes

¹ En cours d'exécution des travaux, la Direction peut décider le versement d'acomptes proportionnels aux dépenses présumées, sur la présentation d'un décompte partiel.

² Le montant de l'acompte est proportionnel au rapport entre les dépenses subventionnables selon le décompte partiel et le total des dépenses subventionnables selon le devis approuvé.

Art. 17 Zuständige Behörde für den Entscheid über den Bau, den Kauf, die Miete oder den Umbau

¹ Bei den Kindergarten- und Primarschulbauten liegt der Entscheid über den Bau, den Kauf, die Miete oder den Umbau bei der Gemeinde oder den betroffenen Gemeinden, gegebenenfalls beim betroffenen Gemeindeverband.

² Bei Orientierungsschulbauten liegt der Entscheid über den Bau, den Kauf, die Miete oder den Umbau beim Staatsrat auf Antrag der betroffenen Gemeinde oder Gemeinden oder des betroffenen Gemeindeverbands und der Kommission.

Art. 18 Festlegung des Betrags

Anhand der vorgelegten Rechnungen nimmt die Direktion zuhanden des Staatsrates Stellung zum definitiven Betrag.

Art. 19 Beitragsgewährung

a) Kindergärten und Primarschulen

Bei den Kindergarten- und Primarschulbauten entscheidet der Staatsrat über die Beitragsgewährung. Dabei berücksichtigt er die Elemente, die aufgrund der Situation zum Zeitpunkt der Genehmigung des definitiven Projekts festgelegt wurden.

Art. 20 b) Orientierungsschulen

Der Entscheid über einen Beitrag an Bauten der Orientierungsschule wird im Rahmen eines vom Grossen Rat bewilligten Verpflichtungskredits mitgeteilt.

Art. 21 Zahlung des Betrags

Der Beitrag wird entsprechend den budgetären Möglichkeiten ausbezahlt.

Art. 22 Akontozahlungen

¹ Wird eine Teilabrechnung vorgelegt, so kann die Direktion während der Bauarbeiten Akontozahlungen leisten, die in einem Verhältnis zu den voraussichtlichen Ausgaben stehen.

² Der Betrag der Akontozahlung entspricht dem Verhältnis der beitragsberechtigten Ausgaben gemäss Teilabrechnung zum Total der beitragsberechtigten Ausgaben gemäss genehmigtem Voranschlag.

³ En aucun cas le montant total de ces acomptes ne peut excéder 80 % du montant, déterminé provisoirement, de la subvention.

Art. 23 Remboursement des subventions

¹ Quand une construction qui a donné lieu à une subvention vient à perdre son affectation scolaire, la commune ou l'association de communes est astreinte à un remboursement.

² La somme remboursable équivaut à la subvention versée réduite de 5 % par année complète d'utilisation de la construction et de 10 % par année complète d'utilisation des pavillons scolaires provisoires.

Art. 24 Voies de droit

¹ La décision relative à l'approbation d'un projet définitif ou à l'octroi ou au refus d'une subvention peut faire l'objet d'une réclamation auprès de l'autorité qui a pris la décision.

² La décision sur réclamation est sujette à recours, conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

CHAPITRE 6

Dispositions finales

Art. 25 Dispositions transitoires

¹ Les projets concernant des écoles enfantines et des écoles primaires qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont déjà fait l'objet d'une approbation du programme des locaux par la Direction sont régis par l'ancien droit.

² Les projets concernant des écoles du cycle d'orientation qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont déjà fait l'objet d'une décision du Conseil d'Etat autorisant la construction ou fixant la subvention sont régis selon l'ancien droit.

Art. 26 Modification

La loi du 8 mai 2003 sur les écoles libres publiques (RSF 411.4.1) est modifiée comme il suit:

³ Diese Akontozahlungen dürfen in keinem Fall insgesamt höher sein als 80 % des provisorisch festgelegten Gesamtbeitrags.

Art. 23 Rückerstattung

¹ Wird ein Bau, an den ein Beitrag gezahlt wurde, nicht mehr für schulische Zwecke genutzt, so ist die Gemeinde oder der Gemeindeverband zur Rückerstattung des Beitrags verpflichtet.

² Der Rückerstattungsbetrag entspricht dem ausbezahlten Beitrag, abzüglich 5 % je vollständiges Nutzungsjahr bei einem Bau beziehungsweise 10 % je vollständiges Nutzungsjahr bei provisorischen Pavillons.

Art. 24 Rechtsmittel

¹ Gegen den Entscheid über die Genehmigung eines definitiven Projekts oder über die Gewährung oder Verweigerung eines Beitrags kann bei der Behörde, die den Entscheid getroffen hat, Einsprache erhoben werden.

² Gegen den Einspracheentscheid kann gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege Beschwerde erhoben werden.

6. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 25 Übergangsbestimmungen

¹ Die Projekte für Kindergarten- und Primarschulbauten, deren Raumprogramm beim Inkrafttreten dieses Gesetzes bereits von der Direktion genehmigt wurde, werden nach bisherigem Recht behandelt.

² Die Projekte für Orientierungsschulbauten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Gesetzes bereits vom Staatsrat bewilligt wurden oder für die bereits ein Beitrag festgelegt wurde, werden nach bisherigem Recht behandelt.

Art. 26 Änderung bisherigen Rechts

Das Gesetz vom 8. Mai 2003 über die Freien öffentlichen Schulen (SGF 411.4.1) wird wie folgt geändert:

Art. 6 al. 2, 3 et 4 (nouveau)

² La législation sur le subventionnement des constructions scolaires est applicable.

³ La répartition des frais relatifs à la construction ou à la transformation d'un bâtiment scolaire ou à toutes les autres dépenses d'investissement, après déduction de la subvention de l'Etat, se fait selon les critères de l'article 5 al. 2.

⁴ A défaut d'entente, le Conseil d'Etat tranche, après audition des personnes représentant l'école libre publique et les communes.

Art. 27 Abrogations

Sont abrogés:

- a) le décret du 10 février 1976 relatif aux subventions pour la construction d'écoles primaires et enfantines (RSF 414.4);
- b) la loi du 14 février 1951 sur l'enseignement secondaire [constructions scolaires] (RSF 414.5).

Art. 28 Entrée en vigueur

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 6 Abs. 2, 3 und 4 (neu)

² Die Gesetzgebung über die Beitragsleistung an Schulbauten ist anwendbar.

³ Die Kosten für den Bau oder Umbau von Schulgebäuden und die übrigen Investitionsausgaben werden nach Abzug des Kantonsbeitrags gemäss Artikel 5 Abs. 2 verteilt.

⁴ Wird keine Übereinstimmung erreicht, so entscheidet der Staatsrat nach Anhörung der Vertretungen der Freien öffentlichen Schule und der Gemeinden.

Art. 27 Aufhebung bisherigen Rechts

Aufgehoben werden:

- a) das Dekret vom 10. Februar 1976 über die Beiträge an Primarschul- und Kindergartenbauten (SGF 414.4);
- b) das Gesetz vom 14. Februar 1951 über den Mittelschul- und Sekundarunterricht [Schulbauten] (SGF 414.5).

Art. 28 Inkrafttreten

Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.